NOVEMBRE 2011 - N°9 SERVICE STATISTIQUES, ÉTUDES ET ÉVALUATION

Pôle Repères

Pays de la Loire

pôle emploi

9

L'emploi salarié en 2010

Bilan et évolutions

ENQUÊTE Besoins en Main-d'Œuvre

Edito

Après une année 2009 marquée par le recul de l'emploi salarié, notre économie régionale a su redresser la situation dès 2010. Avec 1,5% de croissance des emplois salariés privés, la région des Pays de la Loire affiche en 2010 une reprise des créations d'emploi beaucoup plus soutenue que la moyenne nationale mesurée à 0,9%. Toutefois, cette statistique globale masque des disparités marquées entre les différents territoires, entre les différents secteurs d'activité qui composent notre tissu économique. Ce numéro de Pôle Repères s'attache à mettre en exergue ces différents éléments.

Cette situation favorable n'est cependant pas le gage d'une orientation pérenne et solide. Les différentes enquêtes réalisées auprès des chefs d'entreprise témoignent d'un attentisme soutenu. Une croissance économique pauvre en emploi semble se profiler pour les prochains mois. Il est difficile de prévoir comment l'économie ligérienne va se comporter dans cette période d'incertitude économique et financière. Je vous invite à suivre régulièrement les évolutions des principaux indicateurs du marché du travail régional à partir de notre site internet de l'observatoire régional de l'emploi.

Gwenaël PROUTEAU
Directeur régional
Pôle emploi Pays de la Loire

Sommaire

MÉTHODOLOGIE 4

REBOND DE L'EMPLOI SALARIÉ EN PAYS DE LA LOIRE EN 2010 5
- A retenir 5
- Comparaison France/Pays de la Loire 6
- Baisse du nombre d'établissements 7
- Le tertiaire dynamise l'emploi salarié régional 8
- L'intérim change fortement la donne 9
- L'emploi dans l'industrie 9
- L'emploi dans la construction 11
- L'emploi dans le tertiaire 12
- Les spécialisations régionales 13
- Une forte disparité départementale 15

AMÉLIORATION DE L'EMPLOI EN LOIRE-ATLANTIQUE 16
- A retenir 16
- Baisse du nombre d'établissements 17
- Des destructions d'emploi dans l'industrie 18
- Croissance de l'emploi dans la majorité des bassins 19

LE MAINE-ET-LOIRE : CRÉATIONS D'EMPLOI EN 2010 21
- A retenir 21
- 100 établissements de plus de 200 salariés 22
- L'industrie continue de détruire les emplois 23
- Le bassin de Beaupréau affiche encore une situation dégradée 24

LA MAYENNE AFFICHE DE NOUVEAU DES DESTRUCTIONS DE POSTES 26
- A retenir 26
- 80% des établissements ont moins de 10 salariés 27
- Dyamisme fragile de l'emploi tertiaire mayennais 28
- Le bassin d'emploi de Château-Gontier se distingue 29

LÉGÈRE AUGMENTATION DE L'EMPLOI SALARIÉ EN SARTHE 31
- A retenir 31
- Disparition de plus de 150 établissements 32
- L'emploi salarié industriel encore en forte baisse 33
- Les bassins de Mamers et du Mans perdent des emplois 34

LA VENDÉE : A NOUVEAU MOTEUR DE LA CROISSANCE DE L'EMPLOI 36
- A retenir 36
- Recul du nombre d'établissements 37
- Dégradation de l'emploi industriel et de la construction 38
- Le sud du département encore fragile 39

Annexe statistique - Pays de la Loire 41
Annexe statistique - Loire-Atlantique 42
Annexe statistique - Maine-et-Loire 43
Annexe statistique - Mayenne 44
Annexe statistique - Sarthe 45
Annexe statistique - Vendée 46

Nature de l'information

L'affiliation à l'Assurance chômage est obligatoire pour tout établissement du secteur privé industriel et commercial, employant au moins un salarié en vertu d'un contrat de travail, et ce, quelle que soit la branche d'activité.
En début de chaque année, les employeurs assujettis doivent adresser à Pôle emploi, un bordereau destiné à régulariser les sommes versées au cours de l'année précédente.
Une partie de ce bordereau est réservée à la déclaration des effectifs employés dans l'établissement au 31 décembre de l'année écoulée. Ces effectifs peuvent être présents à cette date ou absents pour congés, maladie, maternité, formation continue ou chômage partiel.
Ce recensement ne fait pas de distinction, ni du temps de travail effectué (temps complet ou partiel), ni du statut du salarié (contrat à durée déterminée ou indéterminée), ni de la présence effective ou non du salarié au dernier jour de l'année écoulée.
Les renseignements portés sur ce bordereau permettent de ventiler les établissements et leurs effectifs selon la localisation géographique (commune), l'activité économique principale (code APE) et la taille de l'établissement.
Si les renseignements obtenus s'apparentent donc à une véritable enquête exhaustive sur le lieu de travail, il convient de rappeler certaines limites quant à la nature des données recueillies. Il s'agit de la « photographie » d'une situation au 31 décembre qui ne peut refléter les variations survenues en cours d'année. Ce fait peut avoir une certaine importance dans le cas d'activités saisonnières. Toutefois, les renseignements collectés se référant ponctuellement à la même date, le 31 décembre de chaque année, les comparaisons gardent toute leur valeur.

Champ étudié

L'étude recense tous les établissements du secteur privé, industriel et commercial dont l'affiliation est obligatoire ainsi que les établissements du secteur public à caractère industriel et commercial ayant opté pour l'affiliation directe au Régime (à l'exclusion de ceux ayant passé une convention de gestion ou pratiquant l'auto-assurance).
Ainsi, sont exclus de la statistique :

- les salariés de l'État (ministères et services extérieurs) et des collectivités locales (région, départements et communes) ;
- les salariés des établissements publics à caractère administratif (Banque de France, Caisse des Dépôts et Consignations, Imprimerie Nationale, hôpitaux relevant de l'Assistance publique, Offices publics d'HLM, etc.) ;
- le personnel des ambassades, consulats étrangers et organismes internationaux ;
- les salariés des secteurs agricoles et para-agricoles, dont le Crédit agricole, certains établissements liés à l'industrie laitière, des scieries, des coopératives en produits agricoles, des entrepôts de produits agricoles, la Mutualité Sociale Agricole (MSA), les organisations professionnelles et syndicales de l'Agriculture, etc. Leur recensement est effectué par les caisses de Mutualité Sociale Agricole (CMSA) qui perçoivent les cotisations dues ;
- les employés de maison au service des particuliers cotisant auprès des URSSAF et de l'IRCEM ;
- les salariés des entreprises publiques à caractère industriel et commercial dépendant de l'État (entreprises nationales, sociétés d'État, sociétés d'économie mixte d'intérêt national) telles que EDF, SNCF, RATP, la Poste, etc.), des régies départementales ou communales, des sociétés d'économie mixte dans lesquelles les collectivités locales ont une participation majoritaire.

Nomenclature utilisée

La nomenclature d'activités française révision 2 (NAF rév. 2, 2008) est la nomenclature statistique nationale d'activités qui s'est substituée depuis le 1er janvier 2008 à la NAF rév. 1 datant de 2003. La taille de la nouvelle NAF est légèrement plus importante que celle de la précédente (732 postes au niveau le plus détaillé, celui des sous-classes, contre 712 précédemment). La nomenclature française se rapproche également de la nomenclature européenne, la NACE.
La structure des nomenclatures d'activités est sensiblement modifiée au profit des services d'une part, des activités à fort contenu technologique d'autre part. Le schéma de codification antérieur de la NAF sur 4 positions a été abandonné au profit d'une codification sur 5 positions (code NACE à 4 chiffres complété par une position spécifique nationale, sous forme de lettre). La nomenclature agrégée - NA, 2008 se substitue à la nomenclature économique de synthèse (NES). La NES associée à la NAF rév. 1 disparaît en tant que telle avec le passage à la NAF rév. 2. Disposer de niveaux de regroupements supplémentaires par rapport aux 2 niveaux «standard» (sections et divisions en, respectivement, 21 et 88 postes) est toutefois nécessaire pour répondre aux besoins de la production de données de synthèse pour l'analyse économique et la diffusion.
Ainsi, l'analyse détaillée des activités présentée dans ce document s'appuie sur le niveau A 17 : niveau français intermédiaire entre les niveaux A 10 et A 38. Par rapport au niveau des sections (A 21), il détaille l'industrie manufacturière en cinq postes et, inversement, regroupe certaines activités de services.
A noter : les données relatives aux années 2007, 2008, 2009 et 2010 ont été produites directement à partir de la NAF 2008. Les données relatives aux années précédentes ont fait l'objet d'un retraitement statistique pour pouvoir également être publiées sur cette nouvelle nomenclature.

A retenir

En lien avec la reprise de l'activité économique enregistrée en 2010 (hausse de 1,4% du PIB) et la progression de l'emploi salarié au niveau national (+0,8%, soit 127 500 postes de travail supplémentaires), l'emploi salarié régional affiche une croissance marquée en 2010. Les effectifs affiliés à l'Assurance Chômage ont augmenté de 1,5% entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010. Cela correspond à la création de 13 850 postes de travail. Ce résultat est inverse à celui enregistré l'année précédente : un recul de 1,5% de l'emploi salarié régional avait été enregistré (14 600 postes supprimés).

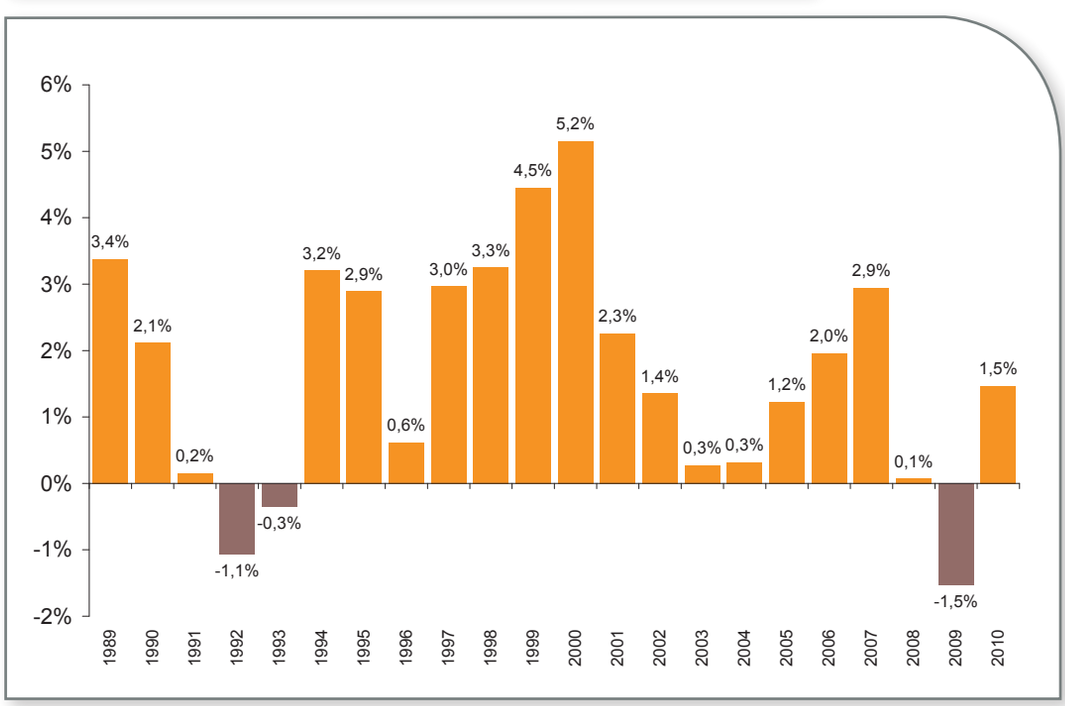
Ce résultat masque des disparités importantes entre les secteurs et les territoires.
L'emploi a de nouveau reculé dans l'industrie : -1,7%, soit 4 000 postes supprimés. Il en va de même dans la construction, mais à un rythme moindre (-0,3%). Le tertiaire, particulièrement dynamisé par la reprise de l'emploi intérimaire, affiche une progression annuelle de 3%.
Les évolutions départementales varient de -0,5% en Mayenne à +2,1% en Vendée.

Après une année 2009 marquée par un recul important de l'emploi salarié régional (14 600 postes supprimés en une seule année, soit une variation annuelle de -1,5%), **les effectifs repartent à la hausse en 2010 avec une augmentation de 1,5% en Pays de la Loire**, soit 13 850 postes supplémentaires. Cette reprise de l'emploi régional porte à près de 956 350 le nombre de postes de salariés recensés dans les secteurs concurrentiels ligériens au 31 décembre 2010.

La situation régionale est fortement impactée par la question de l'emploi intérimaire. Ce secteur d'activité mis à part, la création d'emploi est ramenée à 2 550 postes, soit une variation annuelle de 0,3%.

La situation régionale est plus favorable qu'au niveau national où l'emploi a progressé de 0,9%, soit une création de 143 400 postes de travail.
La région des Pays de la Loire se positionne ainsi au second rang des régions métropolitaines les plus créatrices d'emploi en 2010, derrière la région Corse (+2,1%). **La région des Pays de la Loire est en 2010 la locomotive des régions de la façade atlantique,** emportant dans son sillage les régions Aquitaine (+1,3%), Bretagne (+1,1%) et Poitou-Charentes (+0,9%). Seules trois régions affichent une baisse de leurs effectifs salariés en 2010 : Haute-Normandie, Lorraine (-0,1%) et Champagne-Ardenne (300 postes supprimés).

Evolution des effectifs salariés affiliés du 31/12/1989 au 31/12/2010



Comparaison France/Pays de la Loire

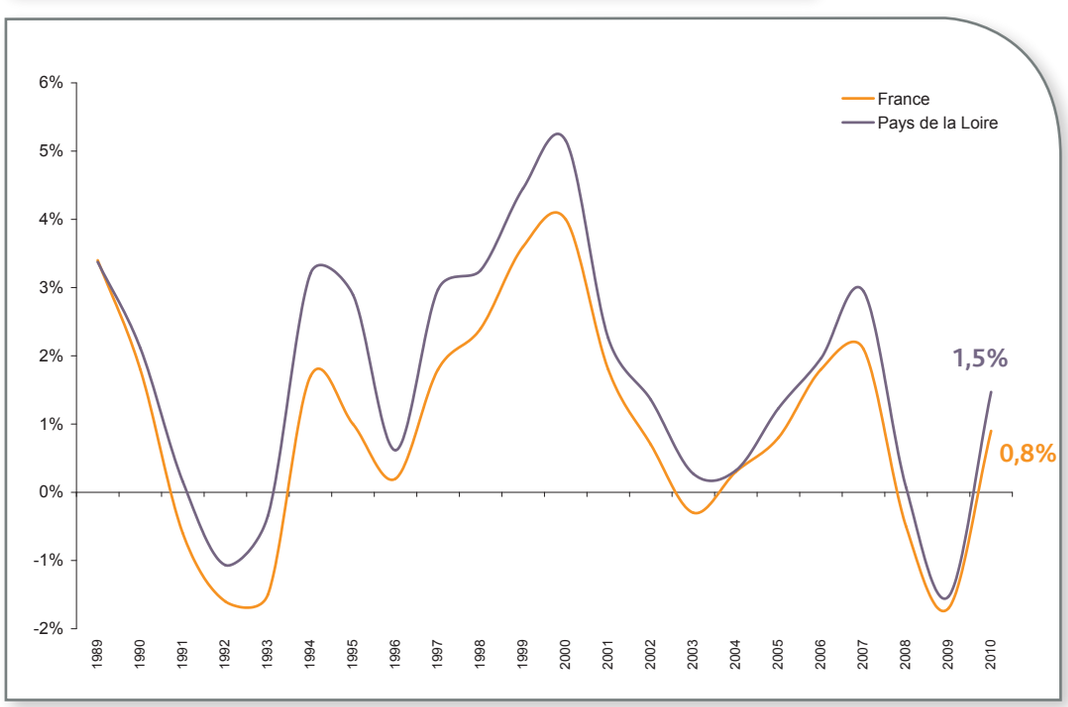
La lecture des courbes comparées de l'évolution de l'emploi salarié entre la France métropolitaine et la région des Pays de la Loire conduit à deux conclusions majeures :

- l'existence de cycles économiques et **l'impact direct du contexte économique sur l'emploi salarié** ;
- **la corrélation forte entre l'évolution observée au plan national et celle au plan régional avec toutefois un contexte systématiquement plus favorable à la région des Pays de la Loire.** Même si la situation régionale est assez proche de l'observation nationale depuis les trois dernières années.

Au cours des deux dernières décennies, l'emploi salarié régional a été enregistré en baisse lors de 3 exercices : 1992, 1993 et 2009. En 1993, l'emploi avait reculé de 0,3%. La région avait également connu une baisse de ses effectifs en 1992 à un niveau plus soutenu (-1,1%). Après cette période de crise économique, la dynamique de l'emploi s'est à nouveau renforcée pour trouver son apogée en 2000 où l'emploi avait progressé de 5,2% au cours de cette seule année. Durant cette période, l'année 1996 avait été l'objet d'un léger trou d'air, l'emploi ne progressant que de 0,6% en région.

Dès lors, l'emploi a poursuivi sa croissance mais à des rythmes moins soutenus. Entre 2001 et 2004, le rythme de croissance s'est nettement ralenti pour ne se chiffrer qu'à 0,3% en 2003 (évolution négative en France) et 2004. La vitesse de croissance s'est à nouveau accrue entre 2005 et 2007 (+2,9%). L'année 2008 a été bien évidemment l'année de la rupture, suite à la crise financière née outre-atlantique. La contagion à l'économie réelle de cette crise financière a fortement impacté le résultat de l'emploi salarié régional en 2009. La région affiche alors une baisse de ses effectifs de -1,5% avec 14 600 postes supprimés. 2010 est l'occasion de « corriger » le mauvais résultat de l'année précédente avec ce retour à la croissance de l'emploi de 1,5%.

Evolution annuelle de l'emploi salarié en France et en Pays de la Loire



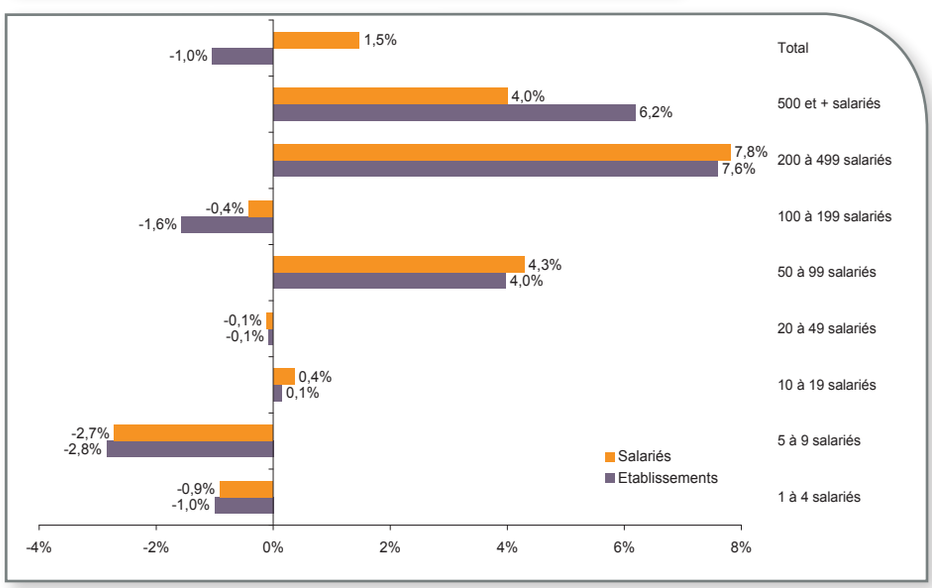
Baisse du nombre d'établissements

En 2010, **la reprise de l'emploi salarié privé ne s'accompagne pas d'un accroissement du nombre d'établissements**, en recul de 1%. Désormais, 83 300 structures, ayant au moins un salarié cotisant au 31 décembre 2010, sont comptabilisées sur le territoire régional (880 de moins qu'en 2009).

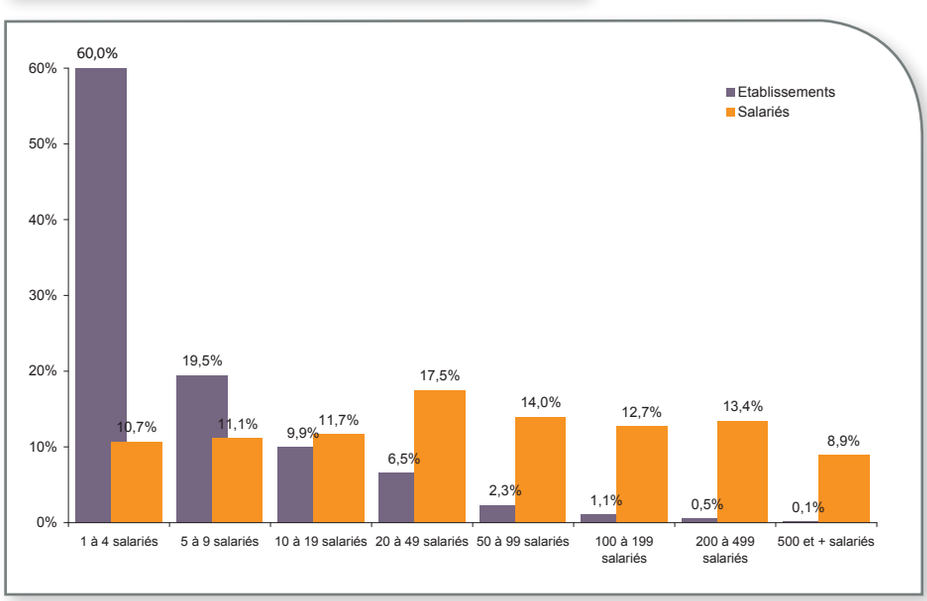
50 000 établissements de moins de 5 salariés sont comptabilisés en Pays de la Loire, soit près de 60% des structures ligériennes (62,7% en France). Leur nombre a diminué de 1% entre 2009 et 2010 suite à la disparition de 475 d'entre eux. Cette baisse s'est accompagnée d'un recul de l'emploi de 0,9% dans cette typologie d'établissement. Ainsi, 10,7% de l'emploi salarié régional se concentre dans ces structures.

A l'autre extrémité, la région des Pays de la Loire comptabilise 103 établissements de plus de 500 salariés, soit 6 de plus que l'année précédente (+6,2%). Ainsi les effectifs comptabilisés dans ces structures sont passés au delà de la barre des 85 000 salariés (81 750 en 2009), soit une hausse de 4%. Ces 103 établissements concentrent à eux seuls 8,9% des effectifs de la région.

Evolution annuelle du nombre d'établissements et de salariés par taille en 2010



Répartition des établissements et des effectifs par taille d'établissement en 2010



Un peu moins de 5 450 établissements de 20 à 49 salariés sont recensés sur le territoire ligérien, soit un léger recul de 0,1% (-4 établissements). Cette taille d'établissement concentre le plus de salariés : 17,5% des effectifs régionaux y sont comptabilisés. L'emploi y a également reculé de 0,1%.

La plus forte progression relative du nombre d'établissements est enregistrée dans la section des établissements de 200 à 500 salariés. Près de 440 structures régionales sont recensées à fin 2010, soit 31 de plus qu'en 2009 (7,6% de plus). De ce fait, l'emploi a progressé de 7,8% dans cette typologie d'établissements qui concentre ainsi 13,4% des effectifs salariés régionaux, soit légèrement plus que les établissements de 100 à 200 salariés (12,7%).

Le tertiaire dynamise l'emploi salarié régional

Répartition des établissements et des effectifs par secteur d'activité

Secteur	Etablissements			Effectifs		
	Nombre	%	Evolution	Nombre	%	Evolution
Industrie	8 593	10,3%	-1,6%	234 851	24,6%	-1,7%
Construction	11 445	13,7%	-1,2%	96 971	10,1%	-0,3%
Tertiaire	63 095	75,8%	-0,9%	624 039	65,3%	3,0%
TOTAL	**83 290**	**100,0%**	**-1,0%**	**956 337**	**100,0%**	**1,5%**

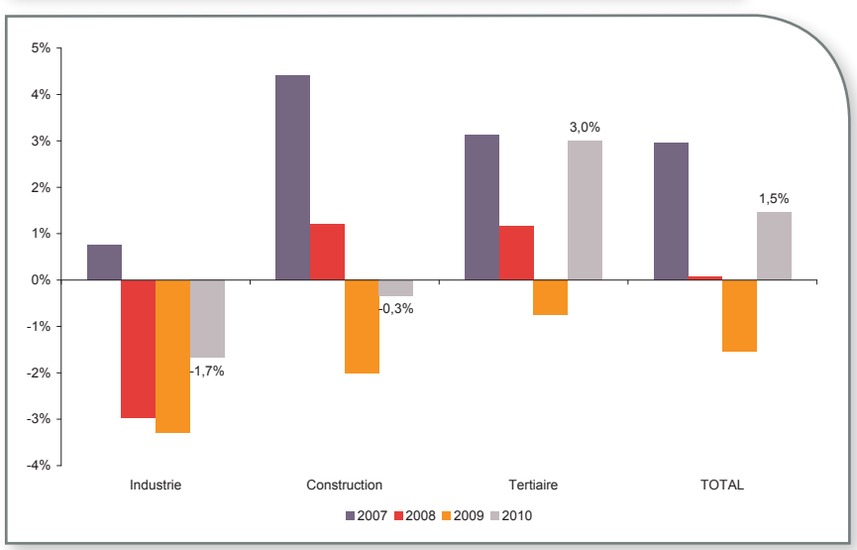
En 2007, l'emploi salarié régional était parvenu à progresser dans les trois grands secteurs passés en revue (industrie, construction et tertiaire). En 2008, l'industrie affichait déjà une baisse soutenue de ses effectifs (-3%), les deux autres secteurs parvenant à annuler ces destructions (+1,2% chacun). En 2009, la situation était toute autre : l'emploi salarié se contractait dans les trois grands secteurs. **En 2010, seul le tertiaire parvient à afficher une situation positive, l'industrie et la construction maintenant des pertes d'emploi toutefois moindres que l'année précédente.**

L'industrie connaît un exercice encore difficile et ce pour la troisième année consécutive. Le recul se chiffre à -1,7% en 2010, soit 4 000 postes détruits entre décembre 2009 et décembre 2010. En ajoutant les 7 525 emplois détruits par l'industrie en 2008 et les 8 100 de 2009, l'emploi s'est donc contracté de 19 625 unités en 36 mois dans la région des Pays de la Loire. Ainsi, au 31/12/2010, 234 850 salariés sont recensés dans le secteur industriel. En variation relative, la baisse est particulièrement marquée dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et machines (-3,7% et 1 270 postes détruits) et dans la fabrication de matériel de transport (-3,6% et 970 postes supprimés). En variation nette, les destructions de postes ont été soutenues dans la fabrication de produits industriels (textile, cuir, bois, métallurgie) où l'emploi a reculé de 1 940 postes en 2010, soit une variation relative de -1,7%. Il faut souligner, dans ce contexte industriel en crise, la stabilisation des effectifs de l'industrie agroalimentaire : 60 postes détruits. L'industrie d'extraction d'énergie, eau, gestion des déchets et dépollution parvient à afficher une progression soutenue de ses effectifs en 2010 : 240 postes créés (2,5% de croissance annuelle).

Après une année 2009 marquée par une baisse soutenue (-2%) mettant fin à une série de seize années de hausse ininterrompue, le secteur de **la construction** enregistre une nouvelle diminution de ses effectifs en 2010, mesurée à -0,3% (soit 325 postes d'emplois salariés supprimés). En évolution relative, la baisse d'emploi est plus soutenue du côté du génie civil (où l'emploi a reculé de 1,7%, 175 postes supprimés) que dans le bâtiment (-0,2%, 150 postes détruits).

Le secteur tertiaire parvient, cette année, à compenser les pertes enregistrées dans l'industrie et dans la construction puisqu'il arbore une évolution fortement positive, enregistrée à +3% en variation relative (18 185 postes créés). La progression des effectifs du tertiaire est essentiellement liée à la hausse soutenue dans les activités spécialisées, scientifiques, techniques et services administratifs (+9,1%, 12 515 postes supplémentaires), ligne de la nomenclature qui intègre l'ensemble de l'emploi intérimaire. Mis à part ce secteur, il faut souligner la bonne tenue du secteur de la santé et de l'action sociale qui enregistre une progression de ses effectifs de 2% (1 600 postes). Le commerce, qui avait enregistré une baisse en 2009 (-1,6%), renoue avec la croissance d'emplois salariés en 2010 : +0,9% soit 1 450 postes supplémentaires. En variation relative, le secteur de la communication et de l'information enregistre une augmentation de ses effectifs de 3% en 2010 (635 postes). Deux activités tertiaires connaissent un recul de l'emploi salarié au cours de 2010 : les activités immobilières (-2% ; -155 postes) et les activités financières et d'assurance (-0,5% ; -175 postes).

Evolution annuelle des effectifs salariés par secteur

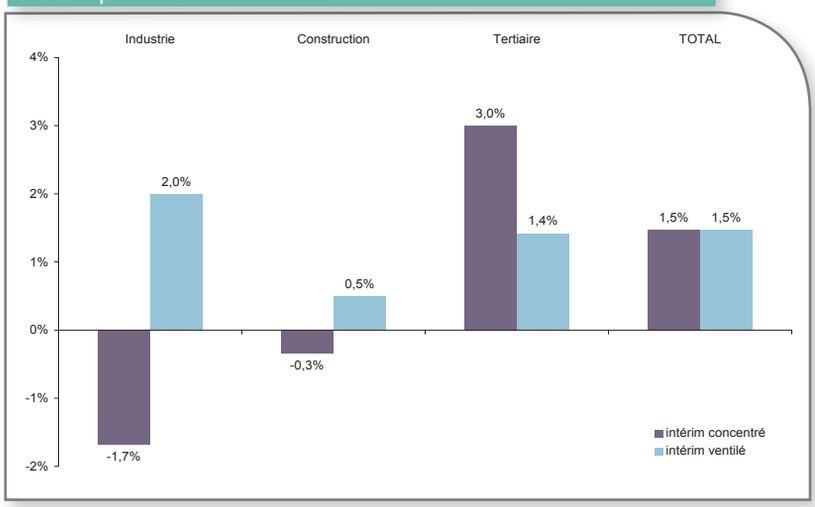


L'intérim change fortement la donne

Le nombre de salariés travaillant dans le secteur de l'intérim a fortement progressé en 2010 (+28,5%, 11 300 postes supplémentaires), résultant d'un effet de rattrapage des baisses conséquentes enregistrées en 2008 et 2009. Rappelons que les intérimaires sont comptabilisés dans les activités de services administratifs et de soutien du tertiaire et non dans les secteurs d'activité utilisateurs, c'est-à-dire les secteurs où ils exercent leurs missions.

L'analyse mensuelle de l'emploi intérimaire conduite par Pôle emploi nous indique que fin 2010, en région des Pays de la Loire, 58,4% des intérimaires travaillaient dans l'industrie, 19,7% dans la construction et 21,9% dans le tertiaire. Si on réaffecte ces salariés dans les secteurs où ils exercent réellement leurs missions, cela modifie fortement le constat dressé précédemment : les trois secteurs économiques régionaux sont alors en croissance d'emploi.

Evolution comparée en fonction de la ventilation ou non de l'emploi intérimaire



En effet, en ventilant les intérimaires par grands secteurs utilisateurs, on peut constater, au 31 décembre 2010, une évolution annuelle de +2% dans l'industrie avec 5 165 salariés supplémentaires (contre -1,7% hors intérim), de +0,5% dans la construction, soit +530 postes (contre -0,3% hors intérim) et de +1,4% dans le tertiaire avec +8 165 salariés (contre +3% y compris l'ensemble de l'emploi intérimaire).

L'emploi dans l'industrie

Au 31 décembre 2010, l'industrie ligérienne emploie 234 850 salariés. Si on excepte l'année 2007, l'industrie n'a cessé de voir ses effectifs se réduire entre 2001 et 2010. Après une année 2009 marquée par la plus forte baisse de la décennie (-3,3%), l'emploi salarié industriel régional perd à nouveau des emplois, mais réduit l'ampleur de cette baisse : -1,7% soit 4 000 postes supprimés. Au cours des 10 dernières années, le volume d'emploi salarié industriel a reculé de 43 500 unités. Le phénomène a été amplifié depuis 2008 : 19 625 postes ont été supprimés lors des 3 dernières années. Ce recul s'explique majoritairement par des destructions effectives d'emplois salariés, mais également par l'externalisation d'activités annexes à la production vers des structures sous traitantes, généralement comptabilisées dans le secteur des services (informatique, sécurité, nettoyage, etc.) et par le recours plus important à l'emploi intérimaire comptabilisé dans le tertiaire.

Cette nouvelle baisse des effectifs industriels ligériens trouve son origine dans les destructions de postes concentrées dans l'industrie manufacturière. En variation absolue, la plus forte baisse est à mettre à l'actif de la fabrication de produits industriels où l'emploi s'est contracté de 1 935 postes en 2010 (-1,7%).

Chiffres clés de l'emploi salarié dans l'industrie

	Effectifs	Evolution
Etablissements	8 593	-1,6%
Salariés	234 851	-1,7%

Dans ce regroupement, les principaux contributeurs à cette baisse sont l'imprimerie et la reproduction d'enregistrements (-410 postes ; -6,2%), la fabrication de produits en caoutchouc ou plastique (-400 postes ; -1,9%), l'industrie de l'habillement (-325 postes ; -8,6%), la réparation et installation de machines et d'équipements (-230 postes ; -2,3%), la fabrication de produits métalliques (-185 postes ;-0,7%), ou bien encore la métallurgie (-170 postes ; -4,6%).

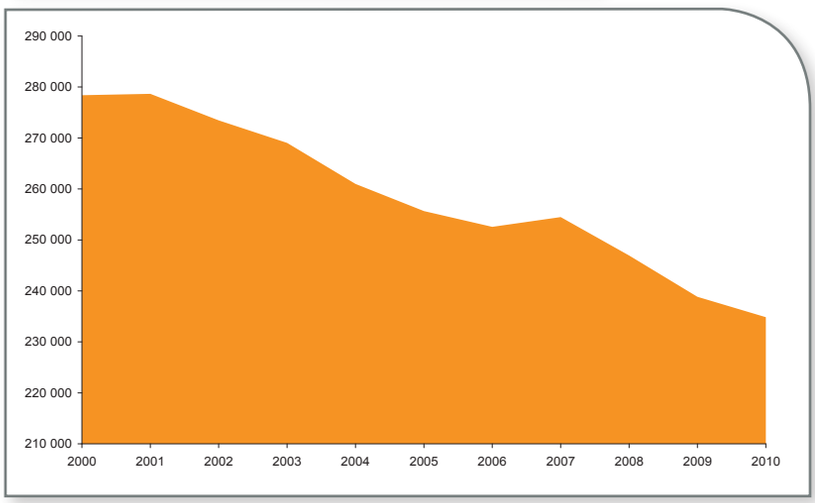
En évolution relative, d'autres secteurs industriels ont fortement été affaiblis en 2010. La branche industrielle la plus touchée est la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et machines qui a été contrainte de se séparer de 3,7% de ses effectifs, soit 1 275 postes détruits. On peut évoquer

les difficultés rencontrées par les industriels de la fabrication de matériel de levage et de manutention (-425 postes ; -9,7%), d'engrenages et d'organes mécaniques de transmission (-285 postes ; -15,8%), de matériel d'installation électrique (-145 postes ; -9,4%), d'appareils électroménagers (-125 postes ; -7%), de machines d'imprimerie (-125 postes ; - 38,5%) ou bien encore de moteurs et turbines (-115 postes ; -7%).

L'autre branche industrielle impactée est la fabrication de matériel de transport où 970 postes ont été supprimés en 2010. Les suppressions de postes se répartissent entre l'industrie automobile (-460 postes ; -3,5%) et la fabrication des autres matériels de transports (-510 postes ; -3,7%) et plus particulièrement la construction de navires et structures flottantes (-490 postes). Côté industrie automobile, ce sont les équipementiers qui ont plus souffert en Pays de la Loire : 200 postes supprimés dans la fabrication de carrosseries et remorques (-5,5%), 135 emplois en moins dans la fabrication d'équipements automobiles, hors équipements électriques et électroniques (-3,2%).

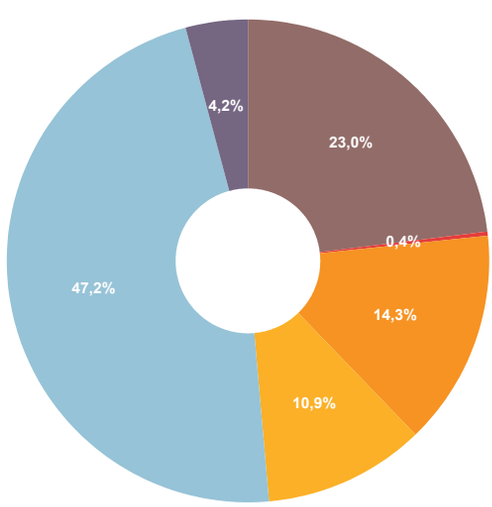
Dans ce contexte industriel difficile, il faut souligner la quasi stabilité de l'industrie agroalimentaire qui a vu ses effectifs diminuer légèrement en 2010 : 60 postes d'emploi salarié ont été supprimés (-0,1%).
De son côté, l'extraction d'énergie, eau, gestion des déchets et dépollution est le seul secteur industriel qui enregistre une progression de ses effectifs, à un rythme soutenu en 2010 : +2,5% soit 240 postes créés. Ce résultat positif combine les pertes d'emploi enregistrées dans l'industrie extractive (-85 postes ; -4,3%) et les gains comptabilisés dans la production d'électricité du champ privé (+56 postes ; +9,6%), la production et distribution de vapeur et d'air conditionné (75 postes), la collecte et le traitement des eaux usées (60 postes) et la collecte, le traitement et l'élimination des déchets (70 postes créés).

Volume annuel d'emploi salarié dans l'industrie



Ventilation par secteur de l'emploi salarié dans l'industrie

2010	Effectifs	%	Evolution
Fabrication d'aliments, de boissons et produits à base de tabac	54 010	23,0%	-0,1%
Cokéfaction et raffinage	1 038	0,4%	0,3%
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques & machines	33 510	14,3%	-3,7%
Fabrication de matériels de transport	25 677	10,9%	-3,6%
Fabrication autres produits industriels	110 750	47,2%	-1,7%
Extraction d'énergie, eau, gestion des déchets & dépollution	9 866	4,2%	2,5%
TOTAL	234 851	100,0%	-1,7%



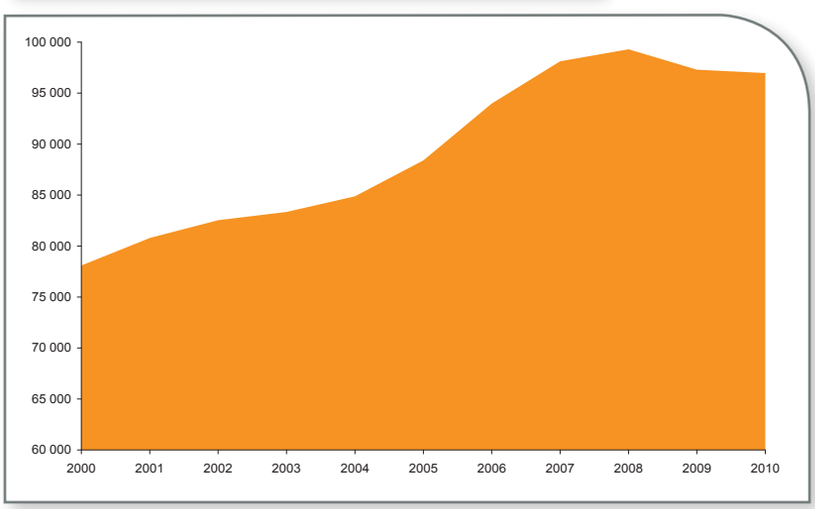
L'emploi dans la construction

La construction, longtemps fer de lance des créations d'emploi dans l'économie ligérienne, confirme en 2010 une réduction de ses effectifs (-0,3%) mais à un rythme moindre que l'année précédente (-2%). Ainsi, les années 2009 et 2010 sont l'objet d'une rupture de tendance marquée, notamment après une période de croissance soutenue observée entre 2004 et 2007 (+4,2% en 2005, +6,3% en 2006 et +4,4% en 2007). Ainsi, au 31 décembre 2010, la région comptabilise près de 96 975 postes d'emploi salarié dans ce secteur, soit 10,1% des effectifs affiliés à l'Assurance chômage. Il faut souligner que cette baisse de l'emploi s'est à nouveau accompagnée dans ce secteur d'une destruction importante du nombre d'établissements. 140 structures ont fermé entre 2009 et 2010, soit une baisse de 1,2% des établissements. Au cours de la décennie, l'emploi dans la construction a progressé de plus de 24% passant de 78 100 salariés en 2000 à près de 97 000 en 2010. Le nombre moyen de salariés par établissement a également progressé : il est passé de 7,75 en 2000 à 8,5 en 2010.

Chiffres clés de l'emploi salarié dans la construction

	Effectifs	Evolution
Etablissements	11 445	-1,2%
Salariés	96 971	-0,3%

Volume annuel d'emploi salarié dans la construction

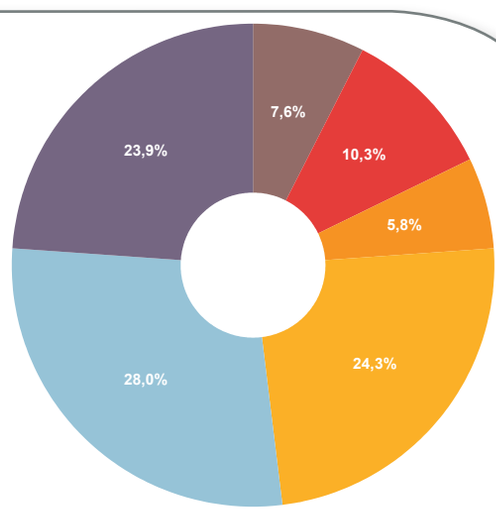


La baisse de l'emploi salarié dans la construction est la résultante de variations opposées. Progression enregistrée dans la démolition, préparation de sites (+0,7%), dans les travaux d'installation électriques, plomberie et autres travaux d'installation (1,8%, 400 postes créés) et dans les travaux de construction spécialisée (+0,5%). A contrario, l'emploi est en recul dans la construction de bâtiments (-1,9%), dans le génie civil (-1,7%) et dans les travaux de finition (-2,1%, 570 postes supprimés).

Ainsi, **le recul le plus important est à mettre au passif des travaux de finition où l'emploi a reculé de 2,1% soit 570 postes supprimés.** Ces pertes sont enregistrées dans la plupart des activités de cette branche du bâtiment : travaux de plâtrerie (175 postes supprimés ; -5,4%), travaux de menuiserie bois et PVC (-120 postes ; -1,3%), travaux de menuiserie métallique et serrurerie (-65 postes ; -1,8%) ou bien encore les travaux de peinture et vitrerie (-65 postes ; -0,1%).

Ventilation par secteur de l'emploi salarié dans la construction

2010	Effectifs	%	Evolution
Construction de bâtiments	7 384	7,6%	-1,9%
Génie civil	9 981	10,3%	-1,7%
Démolition et préparation des sites	5 672	5,8%	0,7%
Travaux d'installation électrique, plomberie et autres travaux d'installation	23 584	24,3%	1,8%
Travaux de finition	27 144	28,0%	-2,1%
Autres travaux de construction spécialisés	23 206	23,9%	0,5%
TOTAL	96 971	100,0%	-0,3%



Le génie civil, qui avait connu une année 2008 encore en forte croissance (+6,1% soit 600 postes créés) confirme en 2010 le retournement de tendance observé en 2009. L'emploi a diminué de 1,7%, soit 175 postes détruits, portés principalement par la construction de routes et autoroutes (-70 postes) et la construction de réseaux électriques et de télécommunications (-85 postes).

L'augmentation enregistrée dans les travaux d'installation combine des résultats opposés : une baisse des effectifs dans les travaux d'isolation (-270 postes) largement compensée par les créations comptabilisées dans les travaux d'installation électriques tous locaux (580 postes créés), et d'installation d'équipements thermiques et de climatisation (+130).

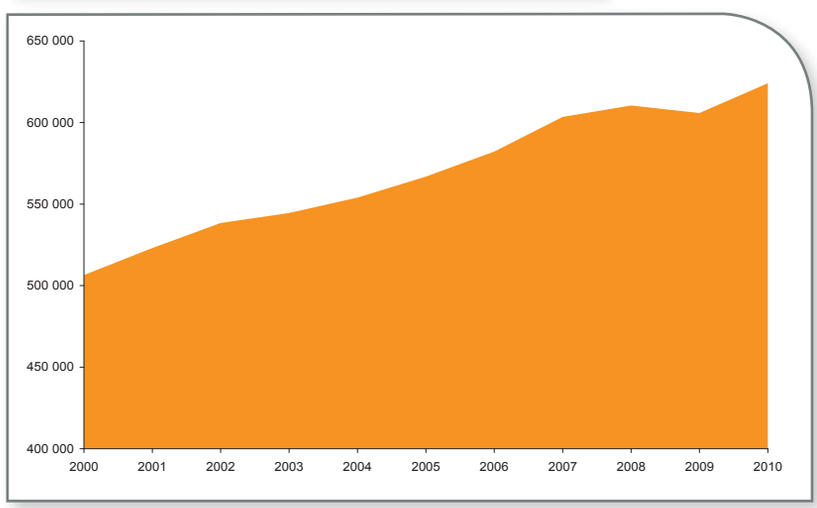
L'emploi dans le tertiaire

Chiffres clés de l'emploi salarié dans le tertiaire

	Effectifs	Evolution
Etablissements	63 095	-0,9%
Salariés	624 039	3,0%

Après un recul des effectifs salariés dans l'emploi tertiaire en 2009, la situation 2010 s'est inversée. **Ce secteur a de nouveau joué son rôle de « bouclier » de l'emploi salarié régional, contrairement à 2009**. Les effectifs salariés ont progressé de 3% entre décembre 2009 et décembre 2010, soit une variation positive correspondant à près de 18 200 postes supplémentaires. Ce sont ainsi plus de 624 000 postes d'emploi salarié qui sont comptabilisés dans le tertiaire, soit 65,3% des effectifs régionaux. L'emploi a progressé de plus de 23% au cours de la décennie. En 2000, le tertiaire ne concentrait que 58,7% des effectifs régionaux.
Parmi les neuf branches qui composent ce secteur, seules les activités financières et d'assurance (-0,5%) et les activités immobilières (-2%) connaissent une situation déficitaire. Tous les autres secteurs sont créateurs d'emploi.

Volume annuel d'emploi salarié dans le tertiaire



Principale contributrice à cette croissance, la branche des activités spécialisées, scientifiques et techniques, des services administratifs et de soutien enregistre une forte progression de ses effectifs salariés : +9,1% soit 12 515 postes supplémentaires. Ce résultat est très fortement dépendant de la situation de l'emploi intérimaire qui est comptabilisé dans cette activité de la nomenclature. Avec près de 51 000 emplois comptabilisée dans les agences de travail temporaire (permanents et missions), cette activité a vu ses effectifs s'accroître de 11 300 unités. Les effectifs intérimaires ne sont en effet pas ventilés par secteurs utilisateurs dans cette statistique. La situation de l'emploi intérimaire, publiée mensuellement par Pôle emploi Pays de la Loire, détaille la répartition de cet emploi par secteur utilisateur. Ainsi, mis à part l'emploi temporaire, le secteur tertiaire enregistre une progression de ses effectifs de 1,4% (9 165 postes créés).

Si l'emploi progresse dans l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale (1 875 postes créés ; +1,7%), l**es créations de postes sont plus particulièrement soutenues dans l'hébergement médico-social et social** (845 postes ; +3,3%), dans l'action sociale sans hébergement (390 postes ; +1,3%) et dans les activités pour la santé humaine (360 postes ; +1,3%).

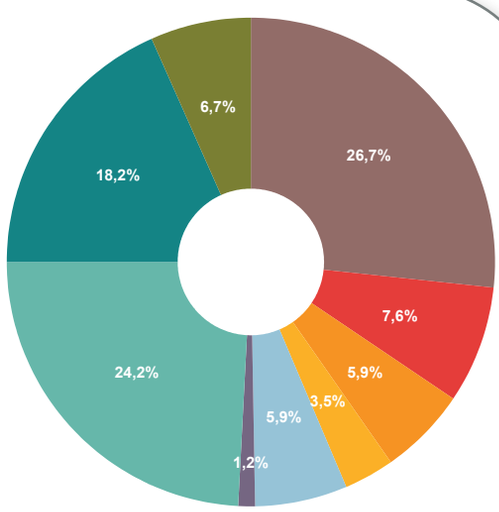
Du côté du commerce, les 3 activités principales sont en situation positive en 2010 : légèrement pour la vente et réparation d'automobile (+ 0,2%) et le commerce de détail (+ 0,3% ; 320 postes créés), de façon plus soutenue pour le commerce de gros (+ 2% ; 1 085 postes créés). Ces créations se répartissent sur différentes activités du commerce de gros : bois et matériaux de construction (+250 postes), fournitures et équipements pour le commerce et les services (+155), habillement et chaussures (+130), vaisselle, verrerie et produits d'entretien (+130), produits chimiques (+110) ou bien encore composants électroniques et de télécommunication (+100).

D'autres activités de services sont également favorablement orientées en Pays de la Loire au regard de la situation de l'emploi. C'est le cas des activités d'information et communication (+3% et 635 postes créés) et plus particulièrement les télécommunications (235 postes supplémentaires) et la programmation, conseil et activités informatiques (260 postes créés). Ce dernier secteur a été également mis en avant lors de l'enquête 2011 sur les besoins en main d'œuvre comme un secteur recruteur avec des tensions de plus en plus marquées sur certains profils recherchés .

L'emploi est également en croissance dans le transport et l'entreposage (+1,3%, 610 postes créés) avec une mention particulière pour le transport routier de fret interurbain (315 postes créés) et le transport de fret de proximité (290 postes).

Ventilation par secteur de l'emploi salarié dans le tertiaire

2010	Effectifs	%	Evolution
Commerce, réparation automobile & motocycle	166 838	26,7%	0,9%
Transports et entreposage	47 502	7,6%	1,3%
Hébergement et restauration	36 775	5,9%	0,9%
Information et communication	21 623	3,5%	3,0%
Activités financières et d'assurance	37 000	5,9%	-0,5%
Activités immobilières	7 775	1,2%	-2,0%
Activités spécialisées, scientifiques & techinques, services administratifs et de soutien	150 719	24,2%	9,1%
Administration publique, enseignement, santé & action sociale	113 812	18,2%	1,7%
Autres activités de services	41 995	6,7%	2,7%
TOTAL	624 039	100,0%	3,0%



Les spécialisations régionales

L'empreinte industrielle forte de notre territoire, sa proximité avec la façade maritime, son agriculture développée et diversifiée permettent aux Pays de la Loire d'afficher de fortes spécialisations.

Ainsi, avec plus de 3 700 emplois salariés recensés dans la construction de bateaux de plaisance, la région des Pays de la Loire concentre à elle seule 48,1% des emplois nationaux de ce secteur d'activité, loin devant la région Poitou-Charentes (1 570 salariés), Aquitaine (840 salariés) ou bien encore Bretagne (690 salariés).

La situation est analogue du côté de la construction de navires avec 29,2% des effectifs de ce secteur recensés en Pays de la Loire (devant la Bretagne – 26,7% et Provence Alpes Côte d'Azur – 21,4%).

Notre région est également la première de France dans quelques productions agroalimentaires :

- **la transformation et conservation de viande de volaille** (33,9% des effectifs nationaux), devant la Bretagne (22,4% des effectifs) et la Bourgogne (7,1%) ;
- **la fabrication d'huiles et graisses brutes** (23,9% des effectifs nationaux), devant la Haute Normandie (13,7%) et le Languedoc-Roussillon (11,4%) ;
- **la fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation** (18,3% des effectifs nationaux), devant la Bretagne (15,2%) et l'Aquitaine (8,8%) ;
- **la fabrication industrielle de pain et pâtisserie fraîche** (17,4% des effectifs), devant la Bretagne (10%), Rhône-Alpes et Ile-de-France (9,3%) ;
- **la fabrication de fromage** (16,9% des effectifs), devant la Franche-Comté (11,2%) et Rhône-Alpes (10%) ;
- ou bien encore **la préparation industrielle de produits à base de viande** (16,9% des effectifs nationaux), devant la Bretagne (16,2%) et Rhône-Alpes (10,7%).

L'importance de l'agriculture conduit notre région à se spécialiser dans des activités connexes à ce secteur :

- la fabrication de machines agricoles et forestières (20,6% des effectifs de France sont en Pays de la Loire, devant l'Alsace (10%) et la Picardie (8,2%)) ;
- le commerce de gros d'animaux vivants (14,4% des effectifs), devant Midi-Pyrénées (12%) et la Bretagne (11,1%) ;
- le commerce de gros de céréales, de semences et d'aliments pour bétail (11,4% des effectifs français sont en Pays de la Loire), devant Rhône-Alpes (10,9%) et Nord Pas de Calais (7,9%).

Certaines activités sont également devenues une spécialisation régionale du fait de la présence d'un ou plusieurs grands comptes de ces activités :

- **la reproduction d'enregistrements** (29,6% des effectifs français en Pays de la Loire), devant la Haute-Normandie (22,9%) et l'Ile de France (16,6%) ;
- **la fabrication de bicyclettes et véhicules pour invalides** (28,6% des effectifs), devant les régions Champagne-Ardenne (16,2%) et Centre (15,6%) ;
- **la fabrication de matériel de levage et de manutention** (16,1% des effectifs), devant Rhône-Alpes (16%) et Ile-de-France (13,4%) ;
- **la fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction** (22,8% des effectifs), devant la Bretagne (10,7%) et Rhône Alpes (10,4%).

La région des Pays de la Loire est également une terre qui s'est spécialisée dans quelques activités de production de bien de consommation ou d'équipements, spécialisations industrielles cependant soumises à la délocalisation :

- **la fabrication de chaussures** : avec 1 650 salariés dans ce secteur, la région concentre près du quart des effectifs nationaux, loin devant l'Aquitaine (16,4%) ou Poitou-Charentes (10,3%). En 2000, ce secteur d'activité employait en Pays de la Loire 9 950 personnes. Ainsi, au cours de la décennie, les effectifs ont été divisés par 6 ;
- **la fabrication de cartes électroniques assemblées** (16,7% des effectifs), devant la Bretagne (14,9%) et la région Centre (12,5%) ;
- **la fabrication de meubles de bureau et de magasin** (11,9% des effectifs), devant Rhône-Alpes (9,2%) et Centre (9,2%).

La région des Pays de la Loire est également devenue un territoire spécialisé dans **les centrales d'achat alimentaire**. Plus de 3 200 postes sont recensés sur la région, soit plus du cinquième des effectifs français (20,8%). Les Pays de la Loire comptabilisent ainsi plus de salariés en centrales d'achat alimentaire que l'Ile-de-France (2 950 salariés), l'Aquitaine (975) ou l'Alsace (970).

Liste des activités de spécialisation de la région*

Activité	Effectifs	Poids / France
Construction de bateaux de plaisance	3 772	47,3%
Fabrication d'outillage portatif à moteur incorporé	212	39,0%
Transformation et conservation de la viande de volaille	7 846	34,3%
Reproduction d'enregistrements	547	31,7%
Fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides	593	28,0%
Fabrication de chaussures	1 981	26,9%
Fabrication d'huiles et graisses brutes	369	24,4%
Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	6 457	23,5%
Centrales d'achat alimentaires	3 241	21,9%
Fabrication de machines agricoles et forestières	3 602	20,6%
Autres activités manufacturières	1 800	20,6%
Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	4 402	18,3%
Fabrication de matériel de levage et de manutention	4 773	17,7%
Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	4 988	17,5%
Fabrication de fromage	3 776	17,1%
Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation	2 280	16,8%
Fabrication de cartes électroniques assemblées	3 241	16,3%
Commerce de gros de fleurs et plantes	518	15,6%
Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement	3 392	13,4%
Commerce de gros d'animaux vivants	441	13,3%
Fabrication d'emballages métalliques légers	1 151	13,2%
Fabrication de portes et fenêtres en métal	2 437	13,0%
Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	4 870	12,5%
Fabrication de meubles de bureau et de magasin	1 473	11,9%
Commerce de gros de céréales, de semences et d'aliments bétail	1 390	11,4%
Commerce de gros de matériel agricole	3 169	8,9%

* on identifie une spécialisation comme une activité où la région comptabilise plus de salariés que toute autre région de France.

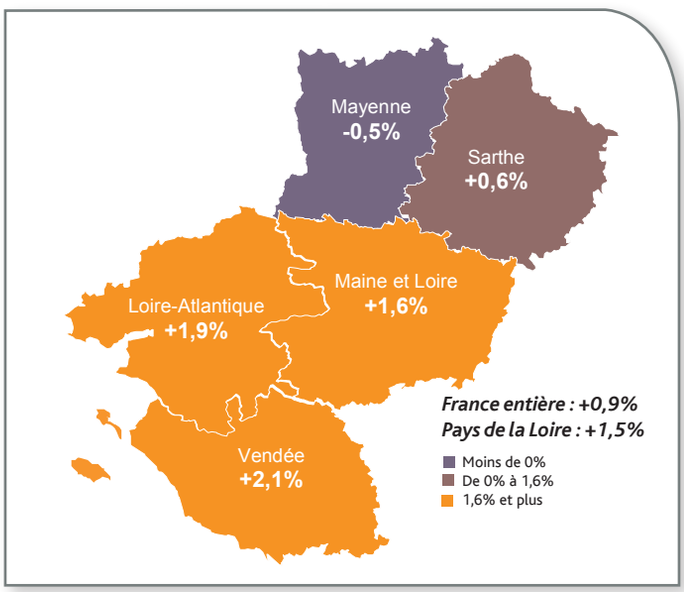
Une forte disparité départementale

Parmi les 5 départements de la région des Pays de la Loire, seul celui de la Mayenne connaît une baisse de son emploi salarié (-0,5%). Les quatre autres départements enregistrent une progression de leurs effectifs salariés. Les effectifs de la Sarthe (+0,6%) ont certes progressé, mais à un niveau moindre que la moyenne régionale et nationale. Le Maine et Loire ainsi que les deux départements de la façade atlantique affichent une situation plus favorable avec des progressions supérieures ou égales à 1,6%.

La Loire-Atlantique renoue avec la croissance de son emploi salarié enregistrant une variation annuelle de 1,9%, soit 6 800 postes supplémentaires, effaçant ainsi intégralement la baisse de 2009 (-1,6%). L'industrie départementale reste marquée par une réduction importante de ses effectifs (-2,6%, 1 700 postes supprimés). Les secteurs de la construction (+1,1%) et du tertiaire (+3,1%) parviennent quant à eux à inverser la tendance comparativement à l'année précédente.

Le Maine et Loire connaît une situation analogue à la situation régionale. Avec une progression annuelle de son emploi salarié de +1,6%, le département parvient à se hisser au-delà de la barre symbolique des 200 000 salariés recensés sur son territoire. Le recul de l'emploi industriel a nettement ralenti en 2010 : -1%, soit 540 postes supprimés (-4,8% en 2009). Il en va de même dans la construction où l'emploi départemental est en recul de 0,7% (155 postes détruits). Le tertiaire, emporté par la reprise de l'emploi intérimaire et la dynamique de l'emploi dans le transport et l'entreposage, affiche une progression annuelle de 3,1%.
Inversement, le département de **la Mayenne**, qui avait limité les destructions de postes en 2009 avec 0,2% d'effectifs manquants, connaît en 2010 la situation la plus défavorable (-0,5%, 365 postes supprimés), revenant ainsi à un niveau d'effectifs égal à celui de fin 2006. La différence majeure avec les autres départements réside dans la situation du tertiaire dont les effectifs ne progressent que légèrement (0,2%). L'industrie de la Mayenne affiche toujours une évolution négative (-0,8% ; -220 postes) mais nettement moindre qu'en 2009. Le secteur de la construction accentue ses pertes d'emploi en 2010 (-2,7% ; -215 postes).

Evolution du nombre de salariés selon le département en 2010



La Sarthe enregistre une progression de son emploi salarié en 2010 (+0,6%) après deux années de baisse. L'industrie (-2,5%) et la construction (-1,7%) départementales ont connu un exercice à nouveau fortement déficitaire. Le secteur tertiaire parvient toutefois à compenser ces pertes d'emploi grâce à une dynamique soutenue (+2,4%).

En 2010, le département de **la Vendée** est le moteur de la dynamique régionale avec une croissance de son emploi de 2,1%, soit 3 430 emplois supplémentaires à fin décembre 2010. Un résultat inverse était observé en 2009 : l'emploi avait reculé de 2,2% (3 765 postes supprimés). L'industrie vendéenne reste marquée par les destructions de postes (-1%) même si elles sont moindres qu'en 2008 ou 2009. Le tertiaire, emporté par les activités de service, de soutien et le commerce, crée plus de 4 000 postes en 2010.

Répartition des établissements et effectifs par département

Département	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
					Absolue	Relative	Absolue	Relative
44. Loire-Atlantique	31 470	363 585	31 285	370 387	-185	-0,6%	6 802	1,9%
49. Maine-et-Loire	17 957	197 191	17 767	200 341	-190	-1,1%	3 150	1,6%
53. Mayenne	6 723	76 058	6 575	75 692	-148	-2,2%	-366	-0,5%
72. Sarthe	11 694	141 282	11 536	142 110	-158	-1,4%	828	0,6%
85. Vendée	16 322	164 368	16 127	167 807	-195	-1,2%	3 439	2,1%
Total	**84 166**	**942 484**	**83 290**	**956 337**	**-876**	**-1,0%**	**13 853**	**1,5%**

AMÉLIORATION DE L'EMPLOI EN LOIRE-ATLANTIQUE

A retenir

Après un recul en 2009, l'emploi salarié départemental affiche une hausse plus favorable comparativement à la situation régionale et nationale. Les effectifs affiliés à l'Assurance chômage ont progressé de 1,9% entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010, à un niveau supérieur à celui observé en région (+1,5%) et en métropole (+0,9%). Cela correspond à la création nette de 6 800 postes de travail.

La situation reste contrastée selon les bassins et les secteurs. L'industrie continue de perdre des emplois (-2,6%) et la croissance des effectifs est essentiellement portée par les emplois de l'intérim.

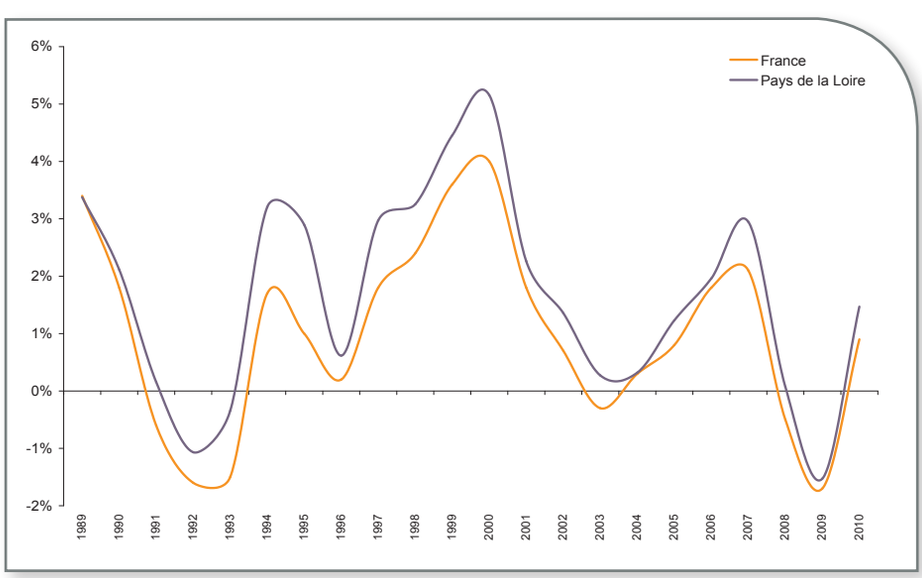
Entre 2000 et 2010 le nombre de salariés a augmenté de 15,5% en Loire-Atlantique, progression identique à celle de la région Pays de la Loire. L'évolution de l'emploi sur le département suit de près celle constatée sur la région tout en étant plus favorable excepté en 2003 où le départ du Queen Mary avait perturbé l'emploi dans l'industrie navale et sa sous-traitance.
Entre 2004 et 2008, l'emploi salarié progresse à un rythme supérieur à celui de la région avec des niveaux de croissance élevés en 2006 (+2,8%) et 2007 (+3,6%). En 2008, 5 600 postes ont été créés sur le département, mettant la Loire Atlantique au premier rang du niveau de croissance des emplois (+1,5%). L'année 2009 est marquée par un fort recul de l'emploi salarié (-1,9% - suppression de 7 000 emplois) mettant fin à une croissance des effectifs ininterrompue depuis 15 ans. La reprise de l'activité a permis la création nette de 6 800 emplois en 2010, affichant ainsi une progression de 1,9%, compensant à peine les pertes de l'année 2009. La situation du département est cependant, comme par le passé, plus favorable que sur la région (+1,5%).

Chiffres clés de l'emploi salarié en Loire-Atlantique

Loire-Atlantique	Effectifs	Evolution
Etablissements	31 285	-0,6%
Salariés	370 387	1,9%

Des écarts importants sont cependant observés selon les bassins d'emploi. Des baisses sont observées sur Blain (-0,4%,) et surtout Ancenis (-2,2%) dont la situation de l'emploi salarié s'était déjà fortement dégradée en 2009 (-6,2%). Le bassin de La baule a stabilisé son volume d'emploi. Les autres bassins du département affichent une croissance relative allant de 0,6% pour Clisson à 4% pour Châteaubriant. Sur le bassin de Nantes, l'emploi salarié a progressé de 2,3% correspondant à 5 445 emplois supplémentaires, contribuant pour 80% aux créations d'emploi du département. Les bassins de Pornic et de St Nazaire affichent respectivement des évolutions relatives de 1,4% (+ 289 postes) et 1,9% (+ 884 postes).

Evolution annuelle de l'emploi salarié en Loire-Atlantique

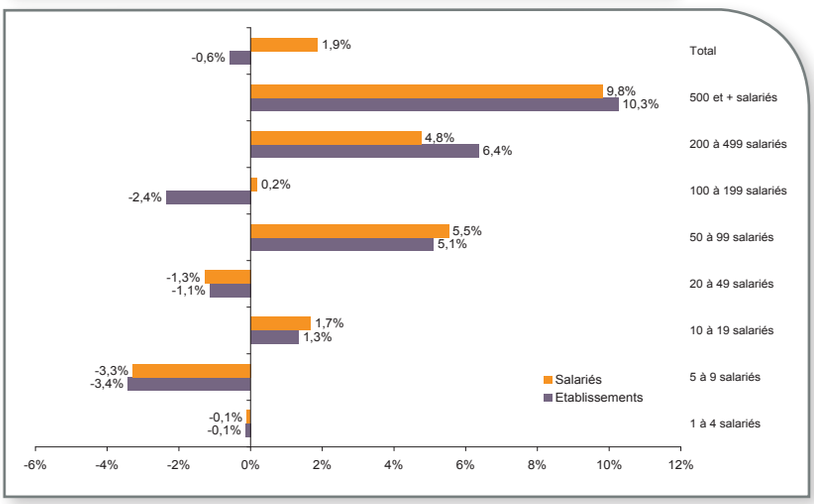


Baisse du nombre d'établissements

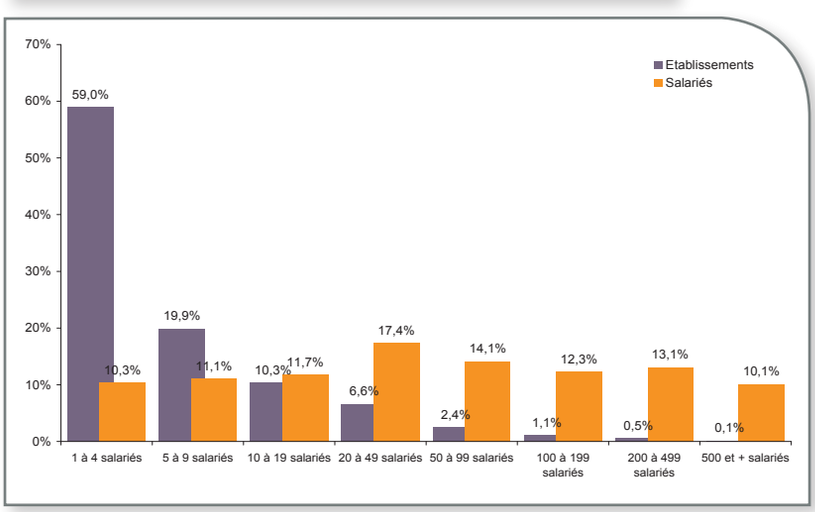
La baisse du nombre d'établissements observée en Loire-Atlantique en 2010 (185 unités ont disparu) trouve majoritairement son origine, comme en 2009, dans le recul marqué des petites structures. 0,1% des établissements de moins de 5 salariés ont disparu en 2010, ce qui correspond à la fermeture de 27 établissements. Ces petites structures constituent toujours le socle des établissements du territoire en représentant 59% des unités de productions ou de services. Ce sont les établissements de 5 à 9 salariés (20% des établissements du département) qui subissent le plus fort niveau de fermeture de structures (-3,4%, 220 établissements). L'emploi a reculé de 3,3% dans les établissements de cette taille qui emploient 40 977 personnes (11% des salariés du département).

Les entreprises de 20 à 49 salariés (6,6% des établissements) ont également vu leur nombre reculer fortement en 2010 (-24 unités ; -1,1%). L'emploi a reculé de 1,3% dans ces structures qui emploient 17% des salariés de Loire Atlantique.

Evolution annuelle du nombre d'établissements et de salariés par taille en 2010



Répartition des établissements et des effectifs par taille d'établissement en 2010



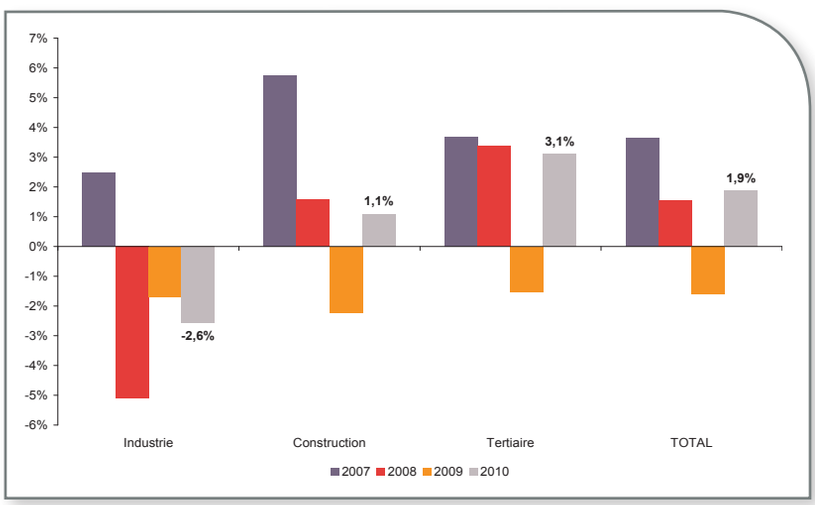
Les établissements de 10 à 19 salariés, qui emploient près de 43 440 personnes en 2010 (en progression de 1,7% par rapport à 2009) ont augmenté de 1,3% (43 nouveaux établissements).

2,4% des 340 établissements de 100 à 199 salariés en activité en 2009 ont disparu. La perte de ces 8 établissements n'a pas entrainé de chute de l'emploi salarié (+ 0,2%). Ces modifications d'effectifs se sont traduites pas des évolutions du nombre d'établissements de classes d'effectifs immédiatement inférieure et supérieure. Ainsi, le nombre d'établissements de 50 à 99 salariés a progressé de 5,5%, passant de 725 structures en 2009 à 762. Ils emploient 52 232 salariés (14,1% des emplois). Le nombre d'établissements de 200 à 499 salariés a augmenté de 10 unités en 2010 (+6,4%), contribuant ainsi à une progression de 4,8% des emplois dans les établissements de cette taille. Quatre nouveaux établissements de 500 salariés et plus sont installés sur le département amenant à 43 le nombre de grandes structures installées en Loire-Atlantique. Avec plus de 37 350 salariés en 2010, ces établissements emploient près de 10% de salariés de plus qu'en 2009, soit l'équivalent de **6 800 emplois.**

Des destructions d'emploi dans l'industrie

Après deux années difficiles dans **l'industrie** en Loire-Atlantique (3 650 postes détruits en 2008 - 2 900 postes en 2009), le secteur est contraint à nouveau de réduire massivement ses effectifs de 1 700. En trois ans, l'emploi industriel du département a diminué de plus de 9%. Les destructions d'emploi se concentrent dans la fabrication de produits industriels (-2,3% ; 729 postes supprimés) et la fabrication de matériels de transports (-492 postes) dont la construction navale (-487 postes ; -13,5%), fabrication d'autres produits en caoutchouc (-314 postes ; -45%), installation de machines et fabrication de matériel de levage et de manutention (-207 postes ; -7,5%), équipements mécaniques (-124 postes), fabrication de machines d'imprimerie (-125 postes ; -44%), fabrication de composants électriques (-113 postes).

Evolution annuelle des effectifs salariés par secteur



Après une baisse historique de son emploi salarié (2,4% en 2009), **la construction** renoue avec la croissance de ses effectifs et la création d'établissements. En 2010, 25 nouveaux établissements ont été créés (après une perte de 200 structures en 2009). L'emploi salarié a progressé de 1,1% correspondant à 384 emplois créés. L'emploi salarié dans le secteur n'est cependant pas revenu à son niveau d'avant la crise. Le secteur de la construction emploie 35 590 salariés en 2010, contre 36 000 en 2008.

Le secteur tertiaire est le principal contributeur de la croissance des effectifs salariés du département. En 2010, les effectifs ont augmenté de 3,1% par la création de 8 118 emplois. C'est cependant dans ce secteur que la baisse effective du nombre d'établissements est la plus marquée et particulièrement dans le commerce dont le nombre d'enseignes a diminué de 1,7% suite à la fermeture de 117 établissements. L'emploi dans le commerce et la réparation automobile et motocycle a progressé de 1% soit l'équivalent de 682 emplois.

La plus forte hausse est observée dans les activités liées à l'emploi et plus particulièrement dans les entreprises de travail temporaire dont la croissance des effectifs de plus de 25% (+ 3 826 salariés) tire la croissance de l'emploi salarié vers le haut.

La croissance des emplois est particulièrement importante en volume dans les services relatifs au bâtiment et aménagement paysager (+694 emplois ; +6,6%), les activités administratives et autres activités de soutiens auprès des entreprises (+641 emplois ; +12,7%), l'hébergement médico-social (+452 emplois ; +4,0%), l'action sociale sans hébergement (+442 emplois ; +4,2%). Il n'en demeure pas moins que l'emploi a diminué dans des activités tertiaires. Les principales baisses en volume sont observées dans le transport aérien (-196 emplois ; -12,3%), les services auxiliaires de transports (-173 emplois ; -3,3%), activités des services financiers (-190 emplois ; -1,7%).

Répartition des établissements et effectifs par secteur d'activité

Secteur	Etablissements			Effectifs		
	Nombre	%	Evolution	Nombre	%	Evolution
Industrie	2 720	8,7%	-0,9%	64 921	17,5%	-2,6%
Construction	3 868	12,4%	0,7%	35 586	9,6%	1,1%
Tertiaire	24 666	78,8%	-0,8%	269 785	72,8%	3,1%
TOTAL	**31 285**	**100,0%**	**-0,6%**	**370 387**	**100,0%**	**1,9%**

Croissance de l'emploi dans la majorité des bassins

Répartition des établissements et effectifs par bassin d'emploi

Bassin	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
					Absolue	relative	Absolue	relative
CHATEAUBRIANT	1 171	10 556	1 180	10 976	9	0,8% ↗	420	4,0% ↗
NANTES	18 138	234 469	18 051	239 914	-87	-0,5% ↘	5 445	2,3% ↗
ANCENIS	1 247	14 693	1 270	14 370	23	1,8% ↗	-323	-2,2% ↘
LA BAULE	2 557	15 471	2 502	15 467	-55	-2,2% ↘	-4	0,0% ↘
CLISSON	1 334	13 791	1 328	13 872	-6	-0,4% ↘	81	0,6% ↗
PORNIC	2 591	20 786	2 574	21 075	-17	-0,7% ↘	289	1,4% ↗
SAINT NAZAIRE	3 457	45 602	3 386	46 486	-71	-2,1% ↘	884	1,9% ↗
BLAIN	854	6 925	874	6 899	20	2,3% ↗	-26	-0,4% ↘
Total	**31 470**	**363 585**	**31 285**	**370 387**	**-185**	**-0,6% ↘**	**6 802**	**1,9% ↗**

Cinq des huit bassins du département affichent une hausse de leur emploi salarié, mais avec une variabilité forte.
La variation du nombre d'emplois salariés s'échelonne de -2,2% sur le bassin d'Ancenis à +4% sur le bassin de Châteaubriant.
Le bassin d'Ancenis, déjà durement impacté par la crise en 2009 (- 6,2% des emplois), affiche encore une situation dégradée (-2,2% ; -323 emplois). L'emploi dans l'industrie s'est contracté de 2,5%. Le secteur de la fabrication de matériel de levage et de manutention a perdu 170 emplois sur l'année (-9,3%). Le secteur tertiaire connait une dégradation de ses emplois, conséquence en partie, de la baisse de l'emploi industriel. C'est dans le secteur de l'intérim que la baisse est la plus marquée (-322 emplois ; -26%).

Le bassin de Blain se situe dans une situation similaire mais avec une baisse de l'emploi plus limitée (-0,4% ; - 26 emplois). Le secteur de la fabrication en matière plastique pour la construction a perdu 30 emplois (-14%) et trois secteurs du tertiaire affichent des baisses de leurs effectifs, activité des sièges sociaux-contrôle de gestion (-58 emplois; -48%), activités administratives et autres soutien aux entreprises (-84 emplois ; -33%) et enquête et sécurité (-36 emplois ; -10%).
Après une baisse de 1,9% en 2009, l'emploi salarié sur le bassin de **la Baule** est stabilisé en 2010 (0,0%, -4 emplois) ; l'industrie, qui ne représente que 14,9% des emplois, a perdu 4% de ses effectifs principalement dans le secteur de la fabrication de matériels de transports. L'emploi dans le tertiaire s'est maintenu (+0,6%) grâce au commerce (+400 emplois) qui compense les pertes dans les activités financières et d'assurances (-276 emplois ; -38,7%).

Le bassin de Nantes affiche une progression de l'emploi salarié de 2,3% et participe à plus de 80% à la croissance de l'emploi dans le département avec la création de 5 445 postes sur les 6 802 de la Loire Atlantique. Cependant, l'emploi dans l'industrie a continué de se dégrader après la perte de 5,6% de ses effectifs en 2009. La baisse des emplois en 2010 est plus modérée mais atteint 2,9% de l'emploi du secteur soit quelques 830 postes détruits. Les principales pertes sont concentrées sur la fabrication de machines et équipements (-237 emplois ; -10,4%), fabrication de produits en caoutchouc et plastiques (-302 emplois ; -14,0%), fabrication de produits informatiques, électroniques (-158 emplois ; -12,7%). La construction affiche une croissance modérée des effectifs (1,8% ; +343 emplois). La tertiarisation de l'économie du bassin constitue le socle de ces emplois et agit en moteur de croissance. La progression de 3,2% des emplois du secteur (3 928 postes) est portée par la reprise du secteur de l'intérim (+24,7% ; +2188 emplois) et des activités de nettoyage (+12 ; +978 emplois). Le secteur des transports et de l'entreposage reste fragilisé et continue à détruire des emplois (-385 emplois ; -3,0%), tout comme les activités immobilières dont les effectifs sont en baisse de 3,6%.

Le bassin de Châteaubriant, après une baisse marquée de ses effectifs en 2009 (-5,3%), affiche une augmentation de 4% de ses emplois en 2010 positionnant ainsi le bassin au premier rang du département en évolution relative. L'industrie, qui concentre 31% des emplois, continue de détruire des postes (-2,3%), principalement dans les industries alimentaires (-5,7%). Les emplois dans la construction affichent une croissance soutenue de 4,7%, dépassés par le résultat du tertiaire dont les emplois ont progressé de 7,7%, dopés par la reprise du secteur intérimaire (+359 postes, +45%).

Le bassin de Saint-Nazaire affiche une croissance positive de l'emploi (+1,9%) masquant des écarts très marqués selon les secteurs et surtout portée par le secteur de l'intérim (+1 436 emplois ; +46,4%). Les secteurs de l'industrie affichent un déficit de 3,5% des emplois principalement supporté par la construction navale (-451 emplois ; -15,3%). La construction continue de supprimer des emplois (-4,5%) après la baisse de

2% en 2009. Le commerce de détail a réduit ses effectifs de plus de 4% (-202 emplois), volume en partie compensé par les créations de postes dans les services de l'administration publique, santé-action sociale, et enseignement (+3,2% ; + 155 emplois).

De l'autre côté de l'estuaire, **le bassin de Pornic** connait une croissance de ses effectifs salariés de 1,4% (289 postes) grâce également au développement des emplois dans le tertiaire. Comme sur St Nazaire, c'est l'augmentation des effectifs dans le secteur du travail temporaire (+241 emplois ; +61%) qui alimente la croissance de l'emploi sur le bassin. L'industrie continue là aussi à perdre des emplois, mais à un niveau limité à -1,1% (-68 postes). Ces baisses sont ventilées sur le secteur du papier carton (-32 postes ; -17%), la fabrication de produits en caoutchouc et plastiques (-35 postes ; -9,8%), la fabrication de produits métalliques (-45 postes ; -3,5%) et l'industrie alimentaire (-36 postes ; -2,9%). Les effectifs de la construction sont en diminution de 0,9%, après la baisse importante de 3,3% de 2009.

44

A retenir

L'emploi salarié départemental affiche en 2010 une hausse supérieure à celle de la région (+1,5%) et de la métropole (+0,9%). Les effectifs affiliés à l'Assurance chômage ont augmenté de 1,6% entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010.
3 150 postes de travail ont été créés sur l'année. Cependant, sur 10 ans, l'emploi sur le département a progressé de 9,1%, résultat bien en retrait comparé à celui de la région, qui affiche une évolution de 15,5% sur la période.

Des destructions d'emploi sont encore à déplorer dans l'industrie (-1%) et la construction (-0,7%). Ces pertes sont compensées en volume par les créations de postes dans le tertiaire, portées par l'emploi dans les entreprises de travail temporaire (+2 655 postes). Le bassin de Beaupréau se singularise en continuant à afficher un bilan négatif de l'emploi en 2010 (-0,7%).

Après une perte de 2% des effectifs en 2009, le département renoue avec la croissance de son emploi en affichant une progression de 1, 6%, résultat de la création de 3 150 emplois sur l'année.
Le département présente des résultats légèrement supérieurs à la moyenne régionale (+1,5%) et comptabilise, au 31 décembre 2010, 200 341 salariés. L'emploi reste cependant encore en dessous de son niveau de 2008.

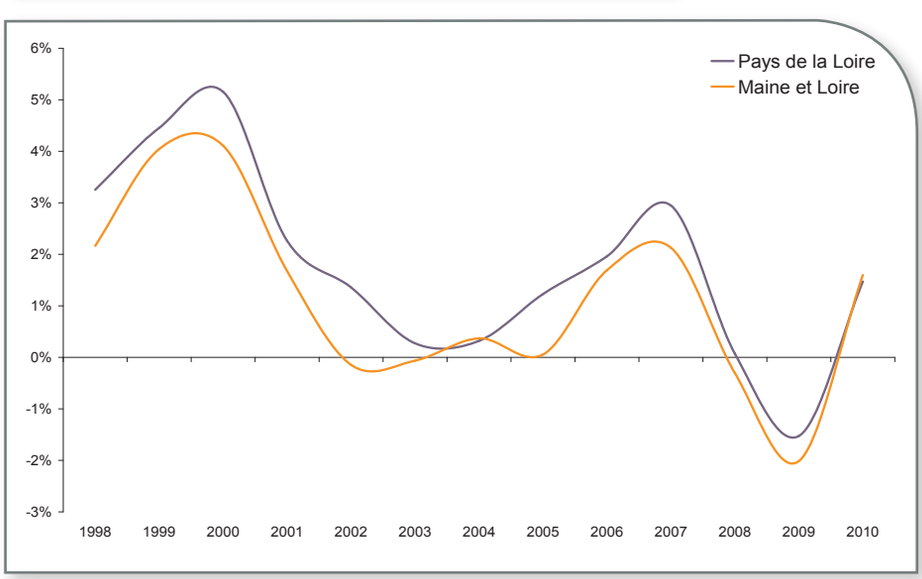
Cette hausse des emplois s'est cependant accompagnée d'une baisse du nombre d'établissements employant au moins un salarié cotisant à l'Assurance chômage. Au 31 décembre 2010, 17 767 structures sont comptabilisées sur le département, soit 190 de moins qu'en 2009.

Excepté le bassin de Beaupreau qui affiche encore une diminution de son emploi en 2010 (-0,7%), les quatre autres bassins du département témoignent d'un réel dynamisme. D'ailleurs, trois bassins se situent au dessus du niveau de croissance de la région. Le bassin de Saumur présente le plus fort taux de croissance du département (+2,4%) suivi de près par le bassin de Cholet et celui de Segré (+2,1%). Le bassin d'Angers (+1,4%) contribue cependant le plus, en variation brute, à la hausse de l'emploi avec 1 444 emplois créés.

Chiffres clés de l'emploi salarié en Maine-et-Loire

Maine et Loire	Effectifs	Evolution
Etablissements	17 767	-1,1%
Salariés	200 341	1,6%

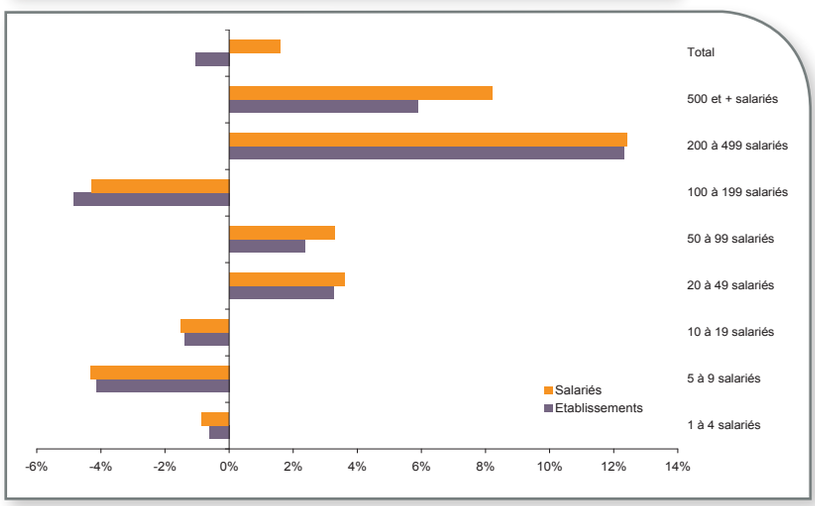
Evolution annuelle de l'emploi salarié en Maine-et-Loire



100 établissements de plus de 200 salariés

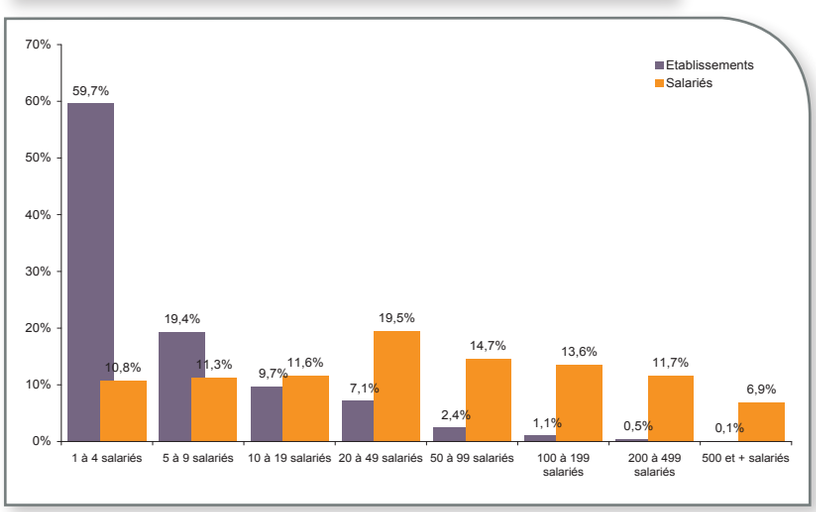
Au cours de l'année 2010, le département a perdu 190 établissements, principalement de moins de 20 salariés. Près de 150 établissements de petite taille (de 5 à 9 salariés) ont été supprimés en 2010. Ces structures, en diminution de 4,2% occupent 22 606 personnes (11,2% de l'emploi salarié).

Evolution annuelle du nombre d'établissements et de salariés par taille en 2010



Dans les établissements de taille supérieure (10 à 19 salariés), 24 structures ont disparu en 2010 (-1,4%), contribuant à un recul de 1,5% l'emploi dans cette typologie d'établissements. Les très petits établissements qui constituent 60% des structures du département et emploient 21 619 salariés (11%), sont en légère diminution (-0,6%, -67 établissements). Le département gagne des structures de plus de 200 salariés. Les mouvements de main d'œuvre réalisés en cours d'année ont modifié les classes d'effectifs des établissements et permettent au Maine-et-Loire d'accueillir 82 établissements de 200 à 499 salariés (+ 9 structures) et 18 établissements de 500 salariés et plus (+1 structure).

Répartition des établissements et des effectifs par taille d'établissements en 2010



L'industrie continue de détruire les emplois

Répartition des établissements et effectifs par secteur d'activité

Secteur	Etablissements			Effectifs		
	Nombre	%	Evolution	Nombre	%	Evolution
Industrie	2 005	11,3%	-2,1%	51 182	25,5%	-1,0%
Construction	2 408	13,6%	-1,6%	20 516	10,2%	-0,7%
Tertiaire	13 341	75,1%	-0,8%	128 532	64,2%	3,1%
TOTAL	**17 767**	**100,0%**	**-1,1%**	**200 341**	**100,0%**	**1,6%**

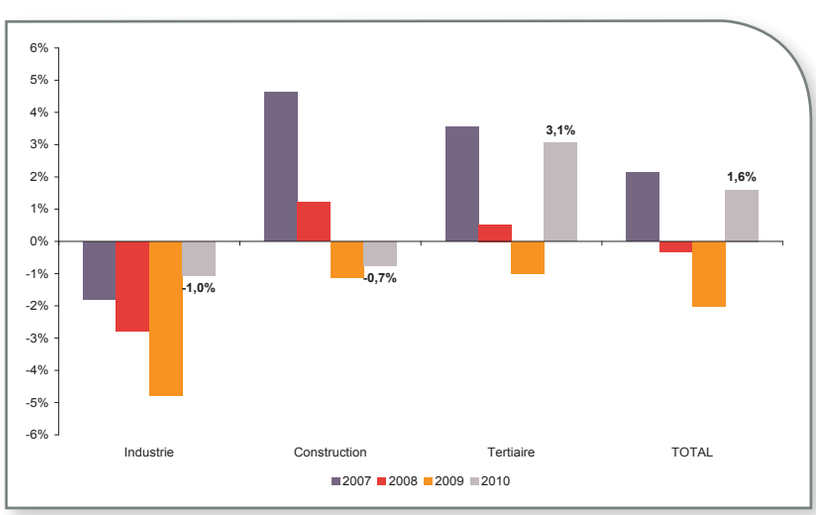
L'évolution de l'emploi en 2010, bien que très contrastée selon les trois grands secteurs d'activité, affiche une croissance positive de 1,6%. Ce résultat est la traduction des baisses observées dans l'industrie (-1%) et dans la construction (-0,7%) compensées par les créations d'emploi dans le secteur tertiaire (+3,1%).

Depuis 2007, l'emploi salarié dans **l'industrie** du Maine et Loire est en recul : -1,8% en 2007, -2,8% en 2008, -4,8% en 2009 et -1% en 2010 (-539 postes). Ainsi, en quatre ans, l'emploi industriel a supprimé 5 692 postes. C'est l'équivalent de l'emploi dans l'industrie alimentaire des bassins de Saumur et d'Angers. L'emploi s'est particulièrement dégradé dans l'industrie de l'habillement (-204 postes ; -19,3%) la fabrication de machines et d'équipements (-152 postes ; -5,1%), l'industrie alimentaire (-116 postes ; -1,1%), l'industrie chimique (-98 postes ; -8,5%) ou encore l'industrie automobile (-79 postes; -2,8%). Les créations diffuses d'emplois sur des secteurs de l'industrie comme la fabrication de produits métalliques (+114 postes ; +1,9%) ou encore la fabrication de produits informatiques, électroniques (+90 postes ; +2,5%) ne permettent pas de compenser en volume les pertes du secteur.

Pour la deuxième année consécutive, on assiste à une érosion de l'emploi dans **la construction.** Après une baisse de 1,1% des effectifs en 2009 (-232 postes), le secteur a détruit 155 emplois (-0,7%) en 2010. Ces pertes sont concentrées dans les travaux de construction spécialisés (-170 postes, -1,0%) et dans une moindre mesure le génie civil dont les effectifs ont diminué de 26 postes (-1,2%).

La croissance de l'emploi dans **le tertiaire** permet d'afficher une évolution positive de l'emploi dans le département. Le secteur présente une hausse de 3,1% des effectifs par la création de 3 818 emplois sur l'année. Exceptées les activités financières et d'assurance (-76 postes ; -1,2%) et l'information et communication (-54 postes ; -2,3%), tous les grands secteurs concourent à la hausse de l'emploi. Cependant l'augmentation du nombre de salariés dans les entreprises de travail temporaire (+2 655 postes ; +27,7%) contribue à plus de 80% à cette hausse de l'emploi salarié sur le Maine-et-Loire. Des volumes moins conséquents d'emplois ont été également créés dans le transport terrestre (+411 postes ; +6,2%) ou encore dans le commerce de détail (+141 postes ; +0,7%), les activités de siège sociaux (+247 poste ; +12,6%), les activités sportives récréatives et loisirs (+191 postes ; +10,9%) et les activités des organisations associatives (+213 postes ; +5,1%).

Evolution annuelle des effectifs salariés par secteur



Le bassin de Beaupréau affiche encore une situation dégradée

Sur les cinq bassins d'emploi du département du Maine-et-Loire, seul le bassin de Beaupréau affiche une diminution de l'emploi salarié. Les créations d'emploi sont particulièrement soutenues dans les bassins de Saumur (+2,4%), Cholet (+2,1%) et Segré (+2,1%) alors que les résultats du bassin d'Angers sont en deçà de la moyenne régionale (+1,4%). Le bassin de Beaupréau est le seul à ne pas se redresser et continue à afficher des destructions d'emploi en 2010 (-0,7%).

Avec une croissance de 2,4% de l'emploi salarié en 2010, **le bassin de Saumur** affiche le meilleur résultat du département. Ce sont plus de 620 postes qui ont été créés malgré la fermeture de 44 établissements. Toutefois, les établissements de l'industrie n'ont pas réussi à maintenir leur niveau d'emploi et ont procédé à une réduction de 0,7% de leurs effectifs (-52 postes). Les industries alimentaires (21% de l'emploi industriel) déclinent les pertes relatives les plus fortes (-5,1%) en détruisant 81 postes dans l'année. L'industrie automobile (10% de l'emploi industriel) a supprimé 23 emplois (3,3%). Les secteurs de la construction ont également réduit leurs effectifs de 45 postes (-1,5%) et fermé 18 établissements. Ces mauvais résultats sont cependant largement compensés en volume par 706 emplois créés dans le tertiaire (+4,6%). Deux secteurs sont à l'origine de cette croissance : l'intérim et le commerce. Les entreprises de travail temporaire ont augmenté leurs effectifs de 48% (+485 emplois) et les établissements du commerce ont créé 115 postes (+2,5%). Le transport et entreposage participe plus modestement à cette croissance par une hausse de 50 postes sur l'année (+4,8%). L'hébergement-restauration et les activités financières et d'assurance (-11,6%) affichent des réductions d'effectifs.

Le bassin de Cholet, deuxième bassin d'emploi du département (22% des effectifs du Maine-et-Loire), affiche également une situation plus favorable à la moyenne départementale et régionale. Avec la création nette de 936 postes sur le bassin, l'emploi salarié a progressé de 2,1% par rapport à 2009. L'emploi dans l'industrie est en légère augmentation (53 postes, +0,3%). La fabrication de produits métalliques a créé 122 postes (+5,9%), l'industrie du cuir et de la chaussure 92 postes (+9,8%) alors que l'habillement détruit 108 postes (- 26%) et les industries alimentaires 59 postes (-2%). La situation dans la construction se détériore par la perte de 81 emplois (-2,2%). Les créations d'emploi dans le tertiaire parviennent à effacer en volume les pertes des autres secteurs et afficher une évolution totale positive. Ce sont 963 emplois (+3,9%) que le secteur a créé en 2010. Comme sur Saumur, le commerce et l'intérim sont les principaux acteurs du développement des emplois. Les effectifs salariés dans les entreprises de travail temporaire ont progressé de 30,6% (587 postes) et le commerce a créé 224 postes (+2,8%).

Répartition des établissements et effectifs par bassin d'emploi

Bassin	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
					Absolue	relative	Absolue	relative
CHOLET	3 412	43 863	3 416	44 799	4	0,1%	936	2,1%
SAUMUR	2 986	25 496	2 942	26 118	-44	-1,5%	622	2,4%
ANGERS	9 084	101 310	8 993	102 754	-91	-1,0%	1 444	1,4%
SEGRE	1 102	11 693	1 079	11 940	-23	-2,1%	247	2,1%
BEAUPREAU	1 373	14 829	1 337	14 730	-36	-2,6%	-99	-0,7%
Total	17 957	197 191	17 767	200 341	-190	-1,1%	3 150	1,6%

Plus petit bassin du département (6% de l'emploi), limitrophe du bassin de Château Gontier en Mayenne, **le bassin de Segré** affiche une croissance de l'emploi de 2,1%, comparable en variation relative à Cholet. Ce sont 247 emplois qui ont été créés dans ce bassin qui reste le plus industriel du département (39% de l'emploi). Les effectifs de l'industrie affichent une légère baisse : -0,3% (-14 postes). L'industrie alimentaire (20% des emplois industriels) affiche la création de 36 postes (+4%). C'est peu par rapport à la destruction de 169 postes de la fabrication de produits en caoutchouc et plastiques. Le secteur de la construction présente une situation de l'emploi dégradée avec la perte de 86 emplois (-4,3%). Les excellents résultats des activités du tertiaire permettent au bassin d'afficher une forte croissance de l'emploi salarié de (+2,1%). La situation reste cependant fragile. La croissance de l'emploi est principalement portée, comme sur les autres bassins, par la création d'emploi dans les entreprises de travail temporaire (+84% ; +434 postes). L'hébergement-restauration (+15 postes ; +5,2%), les activités financières et d'assurances (+45 postes ; +22,7%) participent plus modestement à ce résultat. Le secteur de la santé et de l'action sociale a détruit sur l'année 10% de ses emplois (-104 postes).

Le bassin d'emploi d'Angers est le plus important du département en effectif salarié : il concentre à lui seul plus de la moitié des emplois (51,2%). Peu industriel, 71% des emplois relèvent des activités du tertiaire.
Le bassin affiche une croissance de l'emploi, en variation

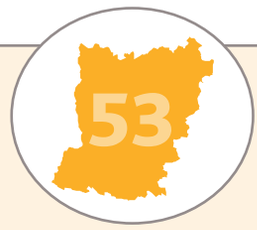
relative, légèrement inférieure à celle de la région et en dessous de celle des bassins de Saumur, Cholet et Segré. Mais il présente, de part son poids, la plus forte hausse en données brutes (+1 444 emplois). Les secteurs de l'industrie attestent de difficultés et ont détruit 135 emplois (-0 ,7%). Les industries alimentaires (20% des emplois industriels) arrivent à maintenir leur niveau de 2009. La fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques a supprimé 84 postes (-1,8%) et la fabrication de matériels de transport a détruit 2,7% de ses emplois. Le secteur de la construction (9% des emplois) renoue timidement avec la croissance en créant 76 postes (+0,8%).
Le secteur tertiaire, dominant sur le bassin, affiche une croissance de +2,1% par la création de plus de 1 490 postes. Ces volumes importants permettent d'effacer les destructions d'emplois des autres secteurs et d'afficher des résultats favorables à la situation de l'emploi sur le bassin. Cependant, les créations d'emplois sont principalement générées par l'accroissement des emplois dans les entreprises de travail temporaires qui ont augmenté de 24% en un an (+1 084 postes). Le transport et entreposage participe également à ce résultat par la création de 299 emplois (+7,4%). Les emplois dans l'administration publique, l'enseignement, santé et de l'action sociale contribuent également à cette croissance (+453 postes, +2,8%). Toutefois le commerce affiche des difficultés et s'est séparé de 132 salariés.

Le bassin de Beaupréau se singularise par son résultat dégradé de l'évolution de l'emploi. Géographiquement situé entre le nord du bassin de Cholet et au sud ouest du bassin d'Angers, le bassin de Beaupréau, 7% des emplois du département, continue à détruire des postes à hauteur de -0,7% (-99 postes). L'industrie,qui emploie 26% des salariés du bassin, a supprimé en 2010 plus de 390 postes (-8,6%).
Les plus fortes compressions de postes relèvent du secteur fabrication de machines et équipements (-155 postes ; -36,9%), de l'industrie de l'habillement (-79 postes, ; -24,3%), de l'industrie du cuir et de la chaussure (-72 postes ; -10,2%). L'industrie alimentaire, 22% de l'emploi industriel du bassin, affiche une perte brute de 40 postes (- 4,1%).
Dans la construction, 18% de l'emploi salarié, les effectifs dans les travaux de construction spécialisés ont été réduits de 31 postes (-1,2%). Les créations d'emploi dans le tertiaire (+311 postes ; +4,1%) ne suffisent pas à corriger entièrement le volume de destruction d'emplois identifié dans les autres secteurs. Les créations d'emploi sont cependant portées par peu de secteurs. De fortes évolutions en données brutes relèvent du transport terrestre (+70 postes ; +7,5%), des activités de postes et courrier (+ 48 postes ; + 6%) et du travail temporaire (+91 postes ; +122).

49

LA MAYENNE AFFICHE DE NOUVEAU DES DESTRUCTIONS DE POSTES

A retenir



Alors que la région affiche une hausse de 1,5% de son emploi, la Mayenne, qui présentait la plus faible dégradation de la région en 2009, est le seul département à continuer à détruire des emplois. **Les effectifs affiliés à l'Assurance chômage ont reculé de 0,5% entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010.** Cela correspond à la destruction de 366 postes de travail, niveau plus soutenu qu'en 2009 (-0,2%).

Comme ce qui est observé en région, **l'emploi est en progression dans le secteur tertiaire où plus de 100 postes d'emploi ont été créés (+0,2%).** Cette hausse est cependant insuffisante pour compenser en volume les pertes observées dans la construction (-217 postes ; -2,7%) et dans l'industrie (-218 postes ; -0,8%). Contrairement aux bassins de Laval et de Mayenne, le bassin de Château Gontier affiche une croissance positive portée principalement par l'emploi intérimaire.

Avec cette diminution de 0,5% de l'emploi salarié, le département de la Mayenne affiche son septième exercice négatif depuis 2000. **La baisse enregistrée en 2010 est plus soutenue qu'en 2009 où l'emploi avait chuté de 0,2%, mais sans commune mesure avec la situation de 2004 où plus de 1 500 postes avaient été détruits. C'est le seul département de la région Pays de la Loire à afficher une dégradation de l'emploi salarié en 2010.** En dix ans, l'emploi reste tout de même en croissance (+4,9%) mais nettement en deçà de ce qui est enregistré en région (+15,5%).

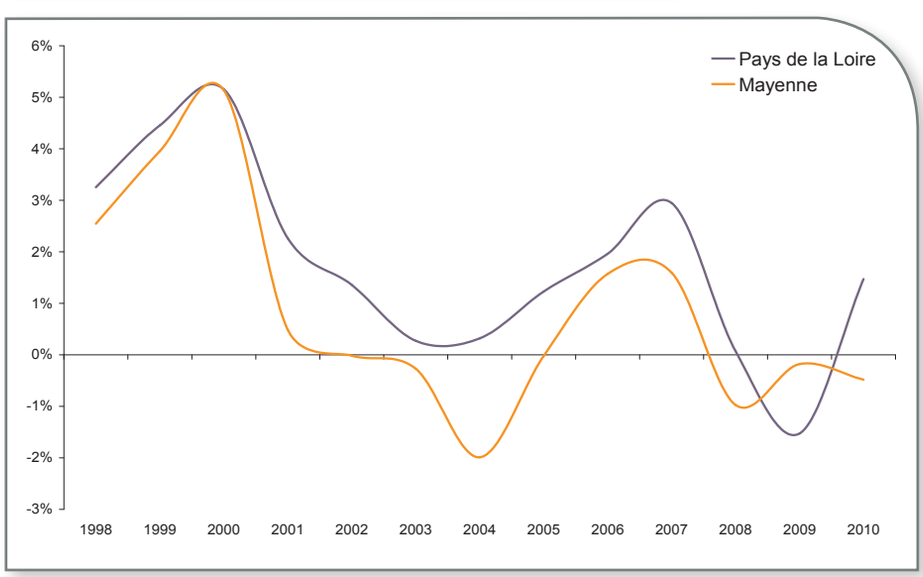
La baisse d'emploi salarié s'accompagne d'une diminution soutenue du nombre d'établissements : -2,2%. Ainsi, 148 structures employant au moins un salarié affilié à l'Assurance chômage ont fermé entre décembre 2009 et décembre 2010 en Mayenne. Dans le secteur de la construction, ce sont 217 établissements (-2,7%)qui ont disparu de l'environnement économique du département.

Chiffres clés de l'emploi salarié en Mayenne

Mayenne	Effectifs	Evolution
Etablissements	6 575	-2,2%
Salariés	75 692	-0,5%

Les trois bassins du département affichent une situation contrastée. Les bassins de Mayenne et de Laval présentent une situation dégradée de l'évolution d'emploi (respectivement -0,8% et -0,7%) alors que le bassin de Château-Gontier témoigne d'une activité plus soutenue permettant la création de 114 emplois dans l'année (+1,0%).

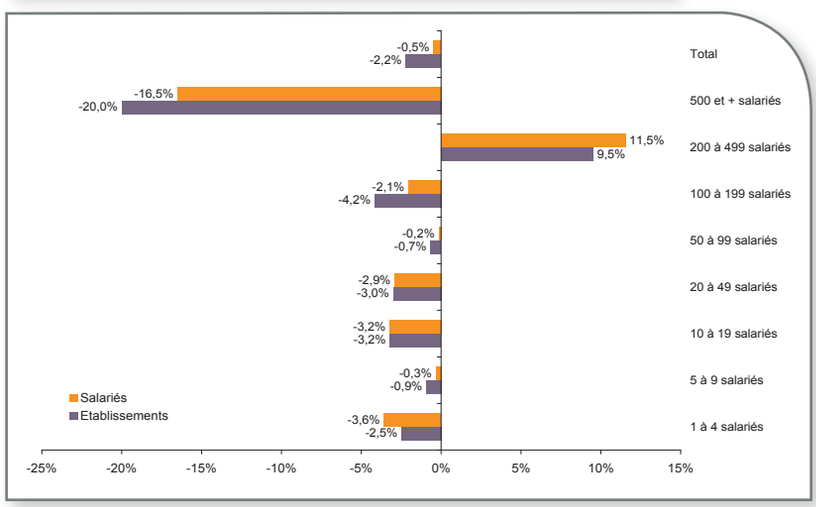
Evolution annuelle de l'emploi salarié en Mayenne



80% des établissements ont moins de 10 salariés

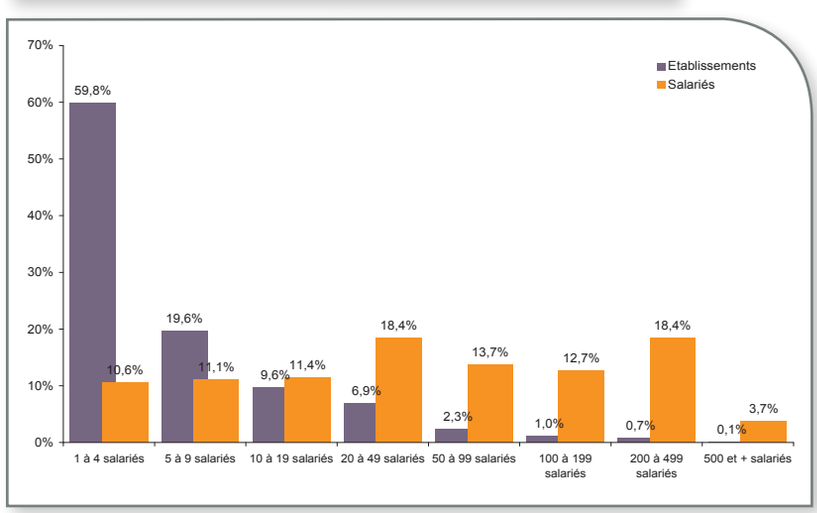
6 575 établissements, employant au moins un salarié cotisant à l'Assurance chômage, sont recensés en Mayenne à la fin de l'année 2010. **Leur nombre a diminué de 148 unités en un an, soit une baisse de 2,2%, d'une ampleur supérieure à la moyenne régionale (-1%).** Toutes les tranches d'effectifs sont concernées, excepté celle de 200 à 499 salariés qui gagne 4 établissements. C'est dans cette tranche d'effectif qu'on observe d'ailleurs une croissance de l'emploi (11,5%). Ces 46 établissements emploient 13 907 salariés, soit 18% des effectifs salariés du département.

Evolution annuelle du nombre d'établissements et de salariés par taille en 2010



Le tissu économique mayennais est construit autour d'un réseau de petites structures de moins de 10 salariés constituant 80% des établissements du département et employant plus de 16 400 salariés, soit 22% de l'emploi. La disparition d'une centaine d'établissements de 1 à 4 salariés (-2,5%) a généré une baisse de 3,6% des emplois dans cette tranche d'effectifs. Le département a perdu un établissement de plus de 500 salariés. Ils ne sont plus que quatre à afficher un effectif de cette taille. Les établissements de 200 à 499 salariés, qui emploient 13 907 personnes (18% des effectifs du département) comptent 46 structures grâce au passage de 3 établissements de la taille inférieure et de la baisse des effectifs d'un établissement qui avait encore plus de 500 salariés en 2009.

Répartition des établissements et des effectifs par taille d'établissements en 2010



Dynamisme fragile de l'emploi tertiaire mayennais

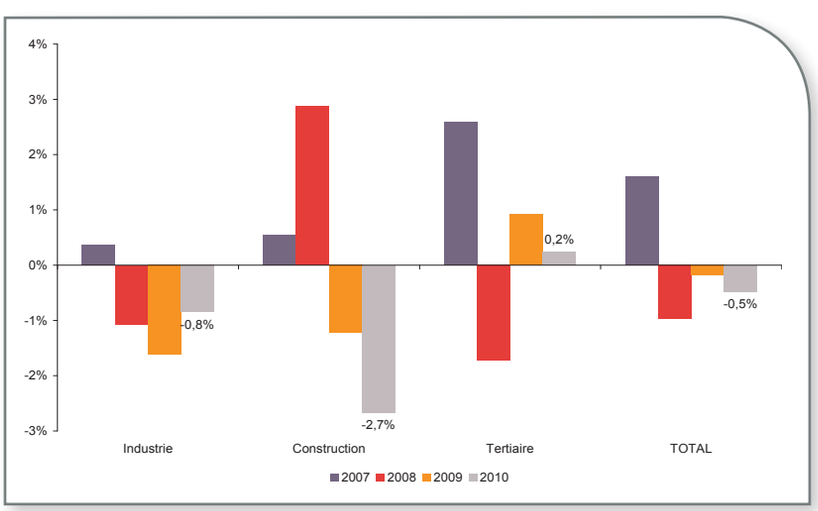
Répartition des établissements et effectifs par secteur d'activité

Secteur	Etablissements			Effectifs		
	Nombre	%	Evolution	Nombre	%	Evolution
Industrie	824	12,5%	-1,0%	25 530	33,7%	-0,8%
Construction	1 002	15,2%	-3,3%	7 924	10,5%	-2,7%
Tertiaire	4 745	72,2%	-2,1%	42 229	55,8%	0,2%
TOTAL	**6 575**	**100,0%**	**-2,2%**	**75 692**	**100,0%**	**-0,5%**

Alors que l'emploi salarié dans la construction affiche encore un résultat fortement négatif (-2,7%) après une baisse de 1,2% en 2009, le secteur de l'industrie est en recul (-0,8%) pour la troisième année consécutive (-1,6% en 2009 ; -1,1% en 2008). L'emploi dans le secteur tertiaire est en croissance très modérée en 2010 avec une centaine de postes créés (+0,2%). Cet accroissement ne suffit pas toutefois à absorber le recul de l'emploi comptabilisé dans les activités du secondaire.

L'industrie mayennaise affiche pour la troisième année consécutive des baisses d'effectifs. L'emploi est passé de 26 554 à fin 2007 à 25 530 à fin 2010. Ce sont plus de 920 emplois qui ont disparu sur cette période. En solde net, l'industrie a détruit 218 postes en 2010, soit une variation relative de -0,8%. Les principales réductions d'effectifs sont enregistrées dans l'imprimerie reproduction enregistrements (-174 emplois ; -8%), la fabrication de produits métalliques (-134 postes ; -4,5%). Des pertes plus modérées sont observées dans la fabrication de meubles (-39 postes ;-6,7%), la fabrication de machines et équipements (-25 postes ; -1,4%), l'industrie pharmaceutique (-23 postes ; -4,4%). Ces baisses n'ont pu être compensées par les créations plus modestes d'emplois notamment dans l'industrie de l'habillement (+47 postes ;+8,6%), la collecte et le tri des déchets (+58 postes,+11%) ou bien encore la fabrication d'équipements électriques (+64 postes ; +5,6%). La destruction d'emplois dans **la construction** est particulièrement importante en nombre dans les établissements de travaux de construction spécialisés (-161 postes ; -2,6%) et dans la construction de bâtiment (-50 postes ; -8,5%). L'affichage d'une croissance positive de l'emploi dans **le tertiaire** (+102 postes ; +0,2%) doit être accompagnée de commentaires nuancés. La croissance de l'emploi est principalement portée par l'évolution du nombre de salariés dans les entreprises de travail temporaire (+ 485 postes ; +14,8%). Le commerce affiche des résultats négatifs avec une baisse de 112 postes (-2,5%) dans le commerce de gros et de 109 postes dans le commerce de détail (-1,7%). La fermeture de sites du ministère de la défense a entrainé une destruction de 75 emplois privés. Les activités financières et d'assurances ont diminué de 3,8% leurs effectifs (-99 postes).

Evolution annuelle des effectifs salariés par secteur



Le bassin d'emploi de Château-Gontier se distingue

Le département de la Mayenne est partagé en trois bassins, deux à caractère plus industriel situés aux extrémités du département ; au nord le bassin de Mayenne, 38% d'emplois dans l'industrie et au sud , le bassin de Château-Gontier, 43% d'emplois dans l'industrie. Au cœur du territoire, le bassin de Laval, qui concentre 61% de l'emploi du département, présente une orientation tertiaire plus marquée.

Alors que le bassin de Château-Gontier fait montre d'un dynamisme en affichant une croissance positive de l'emploi salarié, les deux autres bassins n'ont pas réussi à orienter à la hausse le volume des emplois disponibles sur leur territoire.

Répartition des établissements et effectifs par bassin d'emploi

Bassin	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
					Absolue	relative	Absolue	relative
CHÂTEAU GONTIER	1 100	11 351	1 052	11 465	-48	-4,4%	114	1,0%
LAVAL	3 833	46 799	3 758	46 461	-75	-2,0%	-338	-0,7%
MAYENNE	1 790	17 908	1 765	17 766	-25	-1,4%	-142	-0,8%
Total	**6 723**	**76 058**	**6 575**	**75 692**	**-148**	**-2,2%**	**-366**	**-0,5%**

Le bassin d'emploi de Château-Gontier est le plus petit bassin d'emploi du département. Avec plus de 11 400 salariés affiliés à l'Assurance chômage, il rassemble 15% des effectifs du département. Après deux années de recul de l'emploi, le territoire affiche des volumes à la hausse (+1%). L'emploi dans l'industrie, qui reste orienté à la baisse dans presque l'ensemble des bassins de la région, se redresse et affiche une croissance de 0,4%. La fabrication d'équipements électriques a créé 84 emplois (+39%), les industries alimentaires qui emploient 32% des salariés de l'industrie castrogontérienne ont créé 47 emplois nouveaux dans l'année (+3%). Ces bonnes orientations de l'emploi sont atténuées par les compressions de personnels dans la fabrication de produits métalliques (-120 postes, -13%). Le secteur de la construction qui a perdu 13 établissements dans l'année dresse un bilan négatif de l'emploi (-26 postes, -2%). Le secteur tertiaire publie des résultats positifs par la création de 122 emplois dans l'année (+2,4%). C'est la croissance des emplois dans les entreprises de travail temporaire qui porte en grande partie ce résultat par la création de 233 postes dans l'année (+68%). Le secteur de la santé et de l'action sociale affiche des baisses de 99 emplois (-11%). Le commerce est également en recul sur le bassin avec 15 postes supprimés.

Plus au nord du département, **le bassin d'emploi de Mayenne** présente un profil de l'emploi salarié comparable, même s'il concentre plus d'effectifs. Avec 17 700 salariés, il comptabilise un peu moins du quart de l'emploi salarié départemental (23,4%). L'emploi s'est encore dégradé au cours de l'année 2010, avec une baisse de 0,8% du nombre de salariés. Ce résultat est marqué par la dégradation de 2,3% de l'emploi dans l'industrie, secteur marquant du territoire avec 39% des emplois. Les effectifs dans le secteur de l'imprimerie et reproduction d'enregistrements, (près de 20% de l'emploi industriel) ont baissé de 7,9%, résultat de la suppression de 120 postes. La fabrication de matériels de transport affiche également des pertes d'effectifs de 3,8%. Les industries alimentaires moins touchés par les conséquences de l'effondrement des marchés, ont créé quelques 22 postes dans l'année. La construction participe également à la dégradation de l'emploi salarié sur le territoire par la baisse de 3,2% de ses effectifs, détruisant ainsi 71 postes de travail. Le secteur tertiaire arrive à se démarquer grâce à la création de quelques 98 emplois (+1,2%) freinant ainsi les destructions nettes d'emploi sur le bassin. Le bilan reste cependant mitigé. La croissance des effectifs est portée par les entreprises de travail temporaire dont le nombre de salariés a augmenté de 20% (+70 emplois). Le secteur de la santé (+27 postes), les activités juridiques et comptables (+21 postes), mais également le transport et l'entreposage (+24 postes) participent à un niveau moindre à cette croissance.

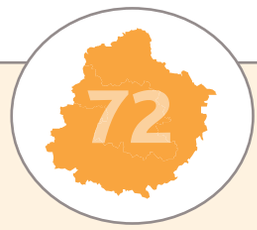
L'emploi dans **le bassin de Laval** affiche un résultat également orienté à la baisse sur les trois grands secteurs de l'économie. Les effectifs salariés lavallois ont diminué de 0,7% en 2010, soit une perte de 338 postes. L'industrie qui emploie 29% des salariés du bassin a détruit 67 postes (-0,5%). L'industrie alimentaire, très implantée, n'a pas réussi à maintenir son volume d'emplois et a supprimé 26 postes sur l'année (- 0,8%). La fabrication de machines et d'équipements, 1 196 salariés, affiche une baisse de 5% de ses effectifs (-65 postes comme la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (-5%, - 32 postes)). Ces pertes d'emplois industriels n'ont pu être compensées par les créations (66 postes) observées dans les secteurs de l'extraction d'énergie, eau, gestion des déchets et dépollution. Avec 24 % de l'emploi du bassin, la construction témoigne d'une situation

LA MAYENNE AFFICHE DE NOUVEAU DES DESTRUCTIONS DE POSTES

dégradée par la fermeture de 12 établissements et la perte de 120 emplois (-2,6%) principalement dans les établissements de travaux de construction spécialisés (-104 postes). Le tertiaire, qui a porté l'emploi dans les deux autres bassins du département, dévoile des résultats détériorés. Ce sont 118 emplois du secteur (-0,4%) qui ont disparu sur le bassin au cours de l'année 2010. Cette dégradation de l'emploi se manifeste principalement à travers les mauvais résultats dans le secteur du commerce qui affiche une baisse de 216 postes (-3,1%) et des activités financières et d'assurances (-56 postes ; -2,9%).
Comme partout dans la région, les créations d'emplois sont observées dans les entreprises de travail temporaire. Sur le bassin, ces établissements affichent une évolution cependant modérée de 7% de leurs effectifs (+ 182 postes) qui ne suffisent pas à compenser les pertes des autres secteurs. Les suppressions d'emplois dans les établissements de l'administration publique et défense (-52 postes ; 8,4%) ou de l'éducation (-50 postes, 4,8%) contribuent à alimenter la détérioration de l'emploi salarié sur le bassin.

53

LÉGÈRE AUGMENTATION DE L'EMPLOI SALARIÉ EN SARTHE



A retenir

L'emploi salarié départemental affiche en 2010 une hausse cependant inférieure à la moyenne nationale et régionale. **Les effectifs affiliés à l'Assurance chômage ont augmenté de 0,6% entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010.**Cela correspond à la création de 830 postes de travail. Ce résultat marque un arrêt au recul important de l'emploi des deux dernières années.
Les créations d'emploi sont concentrées dans les activités du tertiaire, portées par la croissance de l'emploi dans les entreprises de travail temporaire (+25,5%). Cependant, les destructions d'emploi dans l'industrie continuent (-1 015 postes) et les secteurs de la construction affichent une perte de 1,7% des effectifs.
Les bassins de Mamers et du Mans présentent encore une situation dégradée de l'emploi compensée en volume par la hausse de l'emploi dans les trois autres bassins du département.

La Sarthe compte 142 110 salariés à fin décembre 2010 et affiche une croissance de 0,6% de ses emplois après deux années de suppressions de postes. La croissance de l'emploi sur le département affiche un rythme, sur la décennie, deux fois moins élevé que celui de la région. Elle n'a progressé que de 7,1% entre les années 2000 et 2010 contre une croissance de 15,5% sur les Pays de la Loire.

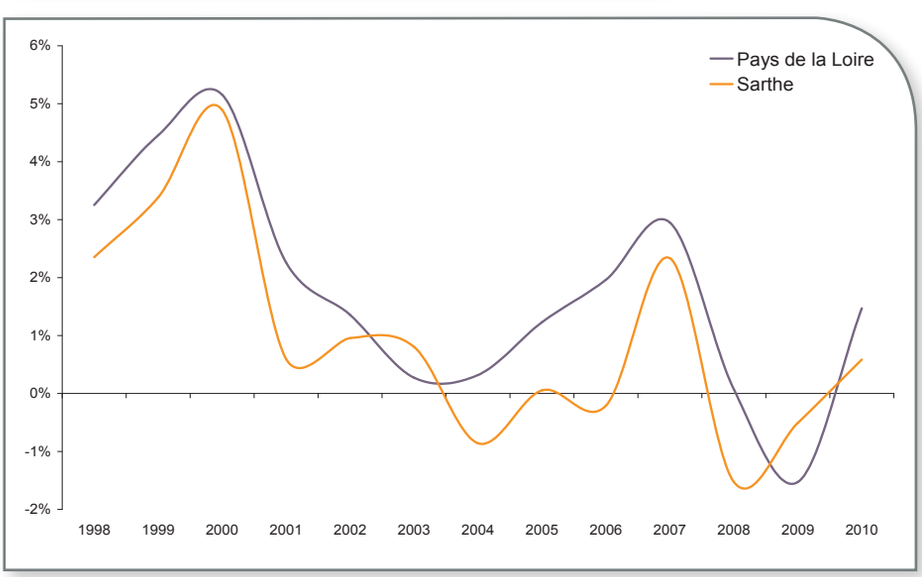
Les créations d'emploi réalisées en 2010 se sont conjuguées avec une baisse de 1,4% du nombre d'établissements. Sur l'année, ce sont au total 158 établissements qui ont disparu de l'économie du département.

La Sarthe n'affiche pas une évolution de l'emploi homogène géographiquement. Sur les cinq bassins du département, ceux de Mamers et du Mans ont des résultats de croissance négative avec des variations relatives respectivement de -1,4% et -0,4%. Ces résultats ont été compensés par les créations d'emplois des trois autres bassins, la Ferté-Bernard (+3,5%), Sablé-sur-Sarthe (+4,1%) et La Flèche (+1,6%)

Chiffres clés de l'emploi salarié en Sarthe

Sarthe	Effectifs	Evolution
Etablissements	11 536	-1,4%
Salariés	142 110	0,6%

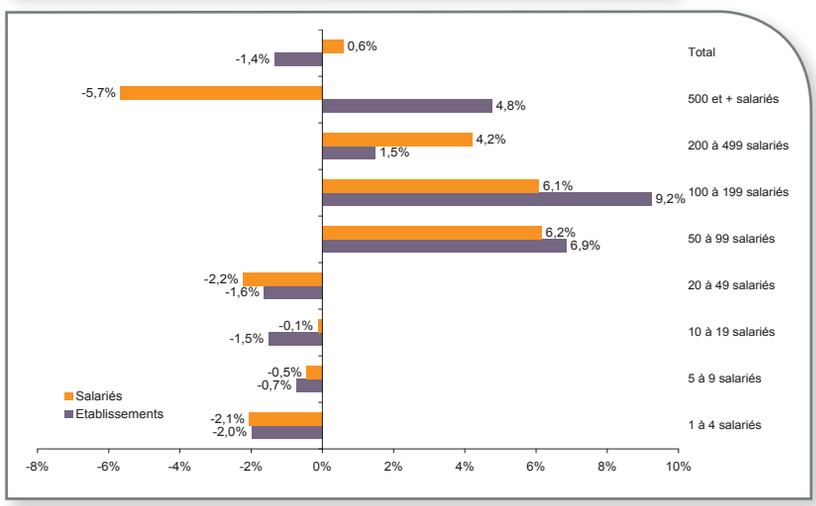
Evolution annuelle de l'emploi salarié en Sarthe



Disparition de plus de 150 établissements

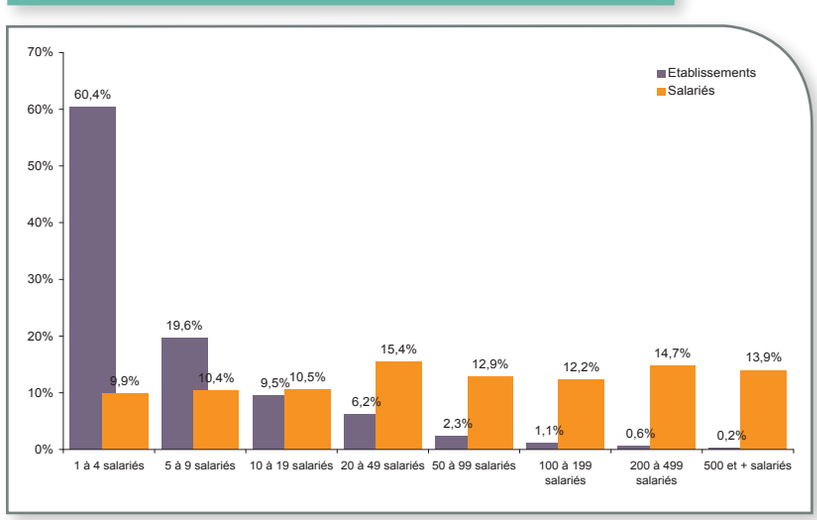
Près de 11 536 établissements ayant au moins un affilié à l'Assurance chômage, sont dénombrés sur le département de la Sarthe à fin décembre 2010. **Au cours de l'exercice 2010, 158 établissements ont été supprimés sur ce territoire, soit une baisse de 1,4% des établissements employeurs.** Tous les bassins sont concernés par ces pertes, excepté le bassin de la Flèche qui a réussi à contenir les volumes de l'année 2009. C'est sur le bassin de Mamers (-3,2%) et de la Ferté-Bernard (-2,2%) que le bilan est le plus négatif.

Evolution annuelle du nombre d'établissements et de salariés par taille en 2010



La baisse du nombre d'établissements s'observe sur les structures de moins de 50 salariés qui concentrent 59% de l'emploi salarié du département. Les établissements de 1 à 4 salariés (10% de l'emploi salarié), qui constituent 60% des établissements du département, affichent les indicateurs de baisse les plus élevés (-142 établissements, -2,0%). Les établissements de 20 à 49 salariés, qui génèrent 15% des emplois, affichent la deuxième variation relative négative (-1,6%). Les créations d'emplois se sont davantage concentrées sur les établissements de plus de 49 salariés et ont modifié les seuils d'effectifs de certains établissements. Le nombre d'établissements de 50 à 99 salariés a progressé de 6,9%, passant de 248 structures en 2009 à 265 en 2010. Les établissements de 100 à 199 salariés ont augmenté de 11 unités (+9,2%) et les établissements de plus de 200 salariés ont franchi le seuil des 90 structures sur le territoire en employant 29% des salariés.

Répartition des établissements et des effectifs par taille d'établissements en 2010



L'emploi salarié industriel encore en forte baisse

Répartition des établissements et effectifs par secteur d'activité

Secteur	Etablissements			Effectifs		
	Nombre	%	Evolution	Nombre	%	Evolution
Industrie	1 269	11,0%	-2,5%	40 099	28,2%	-2,5%
Construction	1 495	13,0%	-2,0%	13 098	9,2%	-1,7%
Tertiaire	8 761	75,9%	-1,1%	88 870	62,5%	2,4%
TOTAL	**11 536**	**100,0%**	**-1,4%**	**142 110**	**100,0%**	**0,6%**

L'emploi salarié affiche une croissance positive après deux années consécutives de baisse. Comme pour 2009, le secteur de l'industrie et de la construction continuent de détruire des emplois, qui sont compensés en volume par les créations des activités du secteur tertiaire.

Sur le département, l'emploi salarié a progressé de 0,6% en 2010, passant de 141 280 salariés à 142 110 salariés. Les emplois dans **l'industrie** ont reculé pour la quatrième année consécutive. La baisse des effectifs atteint 2,5% en 2010, perte plus importante qu'en 2009 dont la variation relative était de -1,9%. Plus de 1 000 postes ont disparu en un an, le volume de l'emploi salarié dépasse de peu les 40 000 unités. Depuis 2006, plus de 3 800 postes ont été détruits dans l'industrie sarthoise.

Epargnée dans la majorité des départements de la région, l'industrie alimentaire affiche des résultats négatifs. Ce sont 132 postes (-1,3%) qui ont disparu dans l'année dans le département. Des baisses soutenues sont à déplorer également dans la fabrication d'équipement électrique (-204 postes ; -7,7%), la fabrication de machines et d'équipements (-193 postes ; -5,7%) et l'industrie automobile (-354 postes ; -6,0%). Peu de secteurs affichent des résultats positifs de croissance. C'est pourtant notable dans les activités de production distribution d'électricité-gaz (+54 postes ; +43,5%), la réparation installation de machines et d'équipements (+47 postes ; +5,2%) ou encore la fabrication d'autres minerais non métalliques (+26 postes, +3,8%).

Le secteur de **la construction** avait déjà connu un exercice déficitaire en 2008 (-0,8%) et 2009 (-2,2%). La situation s'est encore dégradée en 2010 avec une diminution de 1,7% des effectifs. Les trois activités qui constituent le secteur sont concernées par la baisse. La construction de bâtiments perd 53 emplois (-5,4%), le génie civil 29 emplois (-2,8%) et les travaux de construction spécialisés 145 emplois (-1,2%).

L'emploi **tertiaire** en Sarthe, comme dans les autres départements de la région, se distingue en affichant une croissance globale des effectifs (2,4% ; 2 058 postes créés). Ce résultat fait suite à une année 2009 où l'emploi tertiaire avait réussi à maintenir ses effectifs (+0,4%). Cet excellent résultat permet de compenser les pertes en volumes des activités du secteur industriel et de la construction et ainsi afficher un solde de l'emploi 2010 positif sur le département. Excepté les effectifs des activités financières et d'assurance qui diminuent de 0,7% (-122 postes dans les assurances), les résultats par grands secteurs sont positifs. La croissance des emplois dans les activités liées à l'emploi et plus particulièrement les entreprises de travail temporaire a eu un impact déterminant dans les résultats. Ce sont plus de 1 735 emplois (+25,5%) qui ont été créés dans l'année dans le secteur de l'intérim. Ces postes permettent d'effacer la contre performance des activités de services relatifs aux bâtiments et l'aménagement paysager qui enregistrent une perte de près de 1 160 emplois sur l'année (-23,8%). Le commerce de détail résiste mal à la baisse du pouvoir d'achat constaté en 2010 et affiche également des pertes de 5,4% de ses effectifs (-331 postes).

Le secteur de la santé humaine (+169 postes ; +4,4%), de l'hébergement médico-social (+289 postes ; +8,3%), de l'action sociale sans hébergement (+185 postes ; +4%), du transport terrestre (+190 postes ; +4,2%) ou encore du commerce de gros (+368 postes ; +5,4%) participent à la croissance de l'emploi sur le département.

Evolution annuelle des effectifs salariés par secteur

Les bassins de Mamers et du Mans perdent des emplois

La situation du département cache des situations contrastées selon les bassins d'emploi qui le constituent. Sur les cinq bassins, deux affichent une variation négative de l'emploi dont les volumes sont compensés par les autres territoires.

Le bassin de Mamers affiche le plus mauvais résultat du département avec une variation relative de -1,4% (-116 emplois). L'emploi industriel qui représente 37% des emplois montre une dégradation importante de ses résultats 2010 avec une perte de 4,6% de ses effectifs (-147postes). La fabrication de produits en caoutchouc et en plastiques a perdu 76 postes (-5,2%), la fabrication de produits métalliques 41 postes (-6,1%) et les industries alimentaires 27 postes (-15,6%). La construction, qui représente près de 12% des emplois, affiche des baisses d'effectifs de 3,5%. Les activités du tertiaire arrivent à dégager une croissance de l'emploi de 1,5%, permettant de limiter les pertes en volume des autres secteurs. C'est le commerce (+ 5%) et le transport - entreposage (+18%) qui alimentent en grande partie la croissance des effectifs.

Répartition des établissements et effectifs par bassin d'emploi

Bassin	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
					Absolue	relative	Absolue	relative
LE MANS	7 300	90 605	7 209	90 230	-91	-1,2% ↘	-375	-0,4% ↘
MAMERS	865	8 231	837	8 115	-28	-3,2% ↘	-116	-1,4% ↘
LA FERTE BERNARD	1 083	14 652	1 059	15 169	-24	-2,2% ↘	517	3,5% ↗
SABLE SUR SARTHE	922	14 310	907	14 901	-15	-1,6% ↘	591	4,1% ↗
LA FLECHE	1 524	13 484	1 524	13 695	0	0,0% →	211	1,6% ↗
Total	**11 694**	**141 282**	**11 536**	**142 110**	**-158**	**-1,4% ↘**	**828**	**0,6% ↗**

Le bassin du Mans est le plus important du département avec 63% des emplois salariés de la Sarthe. L'emploi salarié a reculé de 0,4% en 2010 sur ce bassin d'emploi. Les pertes, comme pour Mamers, sont observées dans l'industrie et la construction à hauteur de -2,8% pour chacun des secteurs. L'industrie automobile affiche un net recul de ses effectifs avec une baisse de -8,6% (-393 postes). Une baisse importante est également observée dans la fabrication de machines et d'équipements (-194 postes, -9,3%) et dans la fabrication d'équipements électriques (-89 postes, -5,4%). L'emploi dans la construction est en net repli (-246 postes, -2,8%) et plus particulièrement les travaux de construction spécialisés qui ont détruit 171 emplois sur l'année. L'emploi dans le secteur tertiaire affiche des résultats contrastés mais qui débouchent sur un solde positif de +0,6%. Les activités financières comme les assurances ont baissé leurs effectifs (respectivement -96 postes et -121 postes). Les services relatifs aux bâtiments et aménagements paysagers ont perdu 25% de leurs effectifs dans l'année, correspondant à 1 081 postes principalement dans les activités de nettoyage.

Après un très fort recul de l'emploi en 2009, **le bassin de la Flèche** renoue avec la croissance de ses effectifs en créant 211 emplois sur l'année (+1,6%). L'emploi industriel, comme celui de la construction est cependant en repli. L'industrie a perdu 104 emplois dans l'année (-2,1%), plus particulièrement dans l'industrie du cuir et de la chaussure (-36 postes, -62%), la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (-27 postes ; -38%) et la fabrication de meubles (-18 postes ; -8%). Les activités de la construction affichent une situation plus dégradée (-2,3%) que sur le département (-1,7%). Le tertiaire dégage une croissance d'effectifs de 4,8% (+348 emplois) qui permet d'offrir au bassin une évolution positive de l'emploi salarié. Cependant, le commerce est fragile et a détruit 116 postes dans l'année. L'emploi intérimaire permet de compenser les pertes. Les entreprises de travail temporaires ont créé 332 postes dans l'année, soit une progression de +62,6 % sur un an.

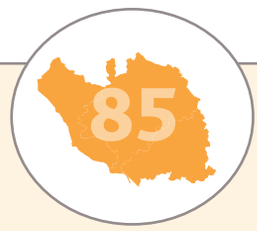
Le bassin de la Ferté Bernard affiche une forte croissance de son emploi salarié au cours de l'année 2010 (+3,5%, +517 emplois). Cette évolution est cependant marquée par la dégradation de l'emploi dans les activités de l'industrie qui occupent 47% des salariés du bassin. 256 emplois (-3,5%) ont été ainsi détruits sur un an. Les destructions d'emplois sont particulièrement sensibles dans l'imprimerie (-42 postes, -30,4%), la réparation et installation de machines et équipements (-29 postes, -26,3%), la fabrication de produits métalliques (-20 postes, -2,0%) et l'industrie alimentaire (-65 postes, -2,2%). La construction affiche 2,2% d'emplois supplémentaires (+35 postes) portés exclusivement par les établissements de travaux de construction spécialisés. Le bon résultat du bassin est obtenu grâce à une croissance forte mesurée dans le tertiaire, principalement dans les entreprises de travail temporaire (+639 emplois ; +54,1%) et celles du secteur de la santé et de l'action sociale qui ont créé

121 emplois (+20,1%). Par contre, les secteurs de l'hébergement et restauration, de l'information et communication, et des activités financières et d'assurances affichent une situation dégradée de l'emploi salarié.

Le bassin d'emploi de Sablé sur Sarthe affiche la plus forte croissance de l'emploi salarié du département (+4,1% ; +591 emplois). Bassin à dominante industriel (53% des emplois salariés), ces bons résultats sont obtenus grâce à la stabilisation du niveau d'emploi dans l'industrie et les créations de postes observées à la fois dans la construction (+7,5%) et surtout le tertiaire (+9,3%). La stabilité des volumes d'emploi dans l'industrie a été possible grâce aux créations dans l'industrie automobile (+5,5%, 37 postes) qui ont compensé les pertes observées sur les autres secteurs et particulièrement les industries alimentaires (26 emplois directs sur l'année). La construction, malgré la disparition de 6 établissements dans l'année, obtient une croissance de l'emploi salarié de 7,5% (45 emplois), la variation relative du secteur la plus élevée du département. Le tertiaire témoigne d'une exceptionnelle évolution relative de l'emploi qui atteint les 9,3%. Excepté les effectifs dans les activités immobilières qui se sont dégradés (-8 postes, -17,4%), tous les secteurs présentent une situation positive en 2010. L'activité soutenue des entreprises de travail temporaire participe pour beaucoup à la construction de ce résultat. Le secteur a créé 345 postes dans l'année, en progression de plus de 22%. Le secteur santé et action sociale contribue également à la croissance de l'emploi sur le bassin par la création de 81 postes (+11%). L'emploi dans le commerce est porté par le commerce de gros qui a augmenté ses effectifs de 44 salariés (+10%).

72

A retenir



L'emploi salarié départemental affiche en 2010 la plus forte hausse des cinq départements de la région. Les effectifs affiliés à l'Assurance chômage ont augmenté de 2,1% entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010. Cela correspond à la création de plus de 3 400 postes de travail. Les 167 800 salariés du département (18% de l'emploi salarié de la région) ne permettent pas encore d'atteindre le niveau observé avant la crise.
L'emploi dans le département continue de se dégrader dans l'industrie (-1%) et le bâtiment (-0,6%), compensé en volume par les créations de postes dans le tertiaire (+4,5%). Les créations d'emplois sont plus particulièrement concentrées dans le commerce et surtout dans les établissements de travail temporaire dont les effectifs ont augmenté de plus de 39% dans l'année. Sur les cinq bassins qui constituent le département, seul celui de Fontenay le Comte affiche encore une diminution de son emploi salarié.

Chiffres clés de l'emploi salarié en Vendée

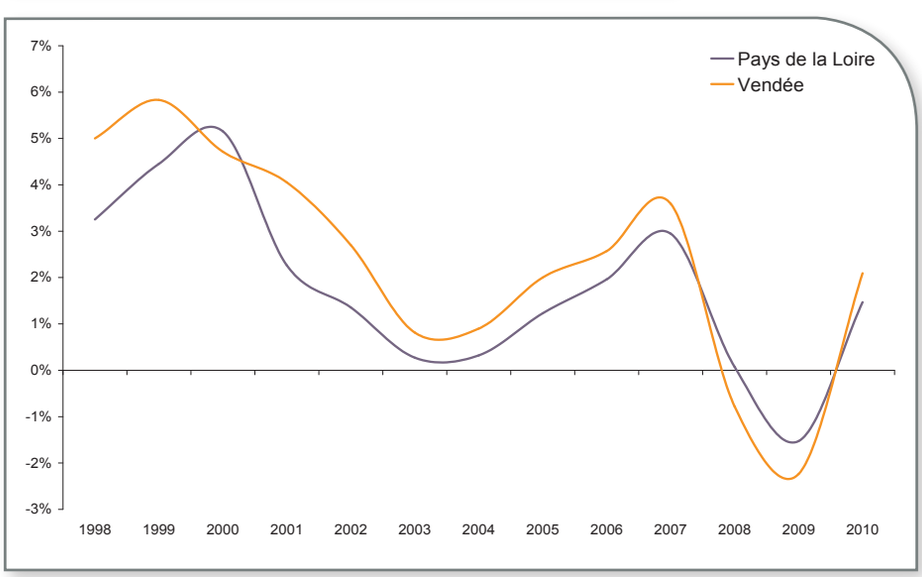
Vendée	Effectifs	Evolution
Etablissements	16 127	-1,2%
Salariés	167 807	2,1%

Après deux années consécutives de baisse de l'emploi salarié, la Vendée renoue avec la croissance et redevient le moteur de l'économie ligérienne. Sur les dix dernières années, excepté 2008 et 2009, la croissance de l'emploi salarié a toujours été plus soutenue que la moyenne régionale. En 10 ans l'emploi a progressé de 20,4% contre 15,5% sur la région. En 2010, la Vendée affiche le meilleur taux d'évolution de l'emploi salarié de la région (+2,1%), loin devant les départements de la Mayenne qui connait une baisse de 0,5% des effectifs ou de la Sarthe (qui affiche un solde positif de 0,6%), et mieux que les deux autres départements. La Vendée représente 18% de l'emploi salarié de la région.

L'emploi salarié augmente, le nombre d'établissements diminue. Le volume des établissements est cependant dégradé, le nombre de structures a diminué de 1,2%. Ce sont 195 établissements qui ont disparu au cours de l'année et principalement les structures de moins de 10 salariés.

Quatre des cinq bassins qui composent le département sont orientés à la hausse pour les effectifs. En variation brute, 3 440 emplois ont été créés sur le département. Les niveaux d'écart sont importants allant de -17 postes sur Fontenay le Comte à +1 979 sur le bassin de la Roche sur Yon. Les bassins des Sables d'Olonne et des Herbiers affichent des valeurs respectives + 586 postes et + 536 postes d'un niveau bien supérieur à celui de Challans +355 postes. En variation relative, les bassins se scindent en trois groupes : la Roche-sur-Yon (+3,6%) et les Sables d'Olonne (+2,7%), Les Herbiers (+1,1%) et Challans (+2,0%) qui affichent une croissance positive moindre que le département et enfin Fontenay-le-Comte dont les effectifs ont diminué (-0,1%).

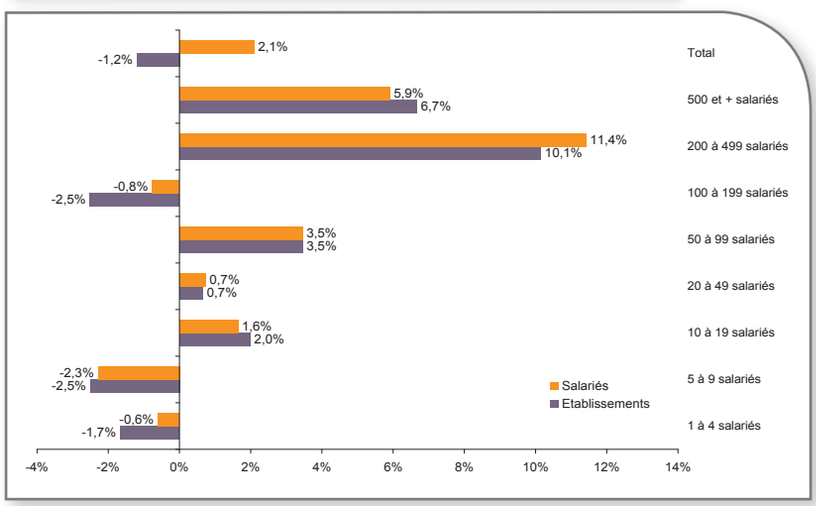
Evolution annuelle de l'emploi salarié en Vendée



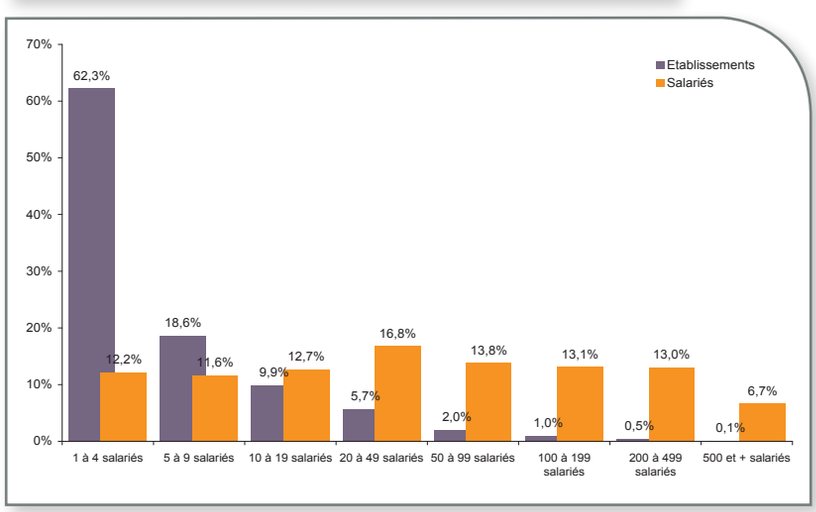
Recul du nombre d'établissements

Près de 16 130 établissements sont recensés sur le département de la Vendée à fin décembre 2010. Ce **volume est en recul de 1,2%.** 170 établissements de moins de 5 salariés, 77 établissements de 5 à 9 salariés et 4 structures de 100 à 499 ont disparu au cours de l'année. Le tissu d'entreprises est composé à 81% d'établissements de moins de 10 salariés qui emploient à peine 24% des actifs en emploi. Trois segments d'entreprises ont participé particulièrement aux créations d'emploi : les établissements de 50 à 99 salariés (+3,5% ; +775 emplois), les établissements de 200 à 499 salariés (+11,4%) et les établissements des 500 salariés et plus (+5,9% ; +2 241 emplois).

Evolution annuelle du nombre d'établissements et de salariés par taille en 2010



Répartition des établissements et des effectifs par taille d'établissements en 2010



Dégradation de l'emploi industriel et de la construction

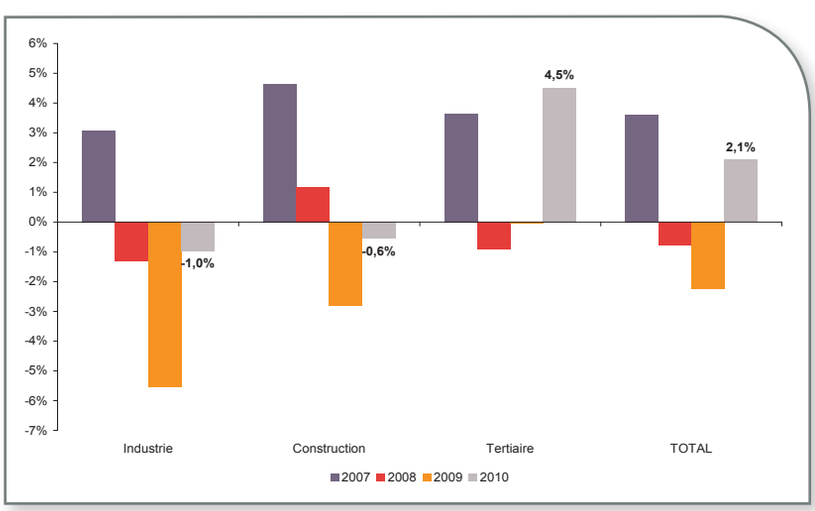
Répartition des établissements et effectifs par secteur d'activité

Secteur	Etablissements			Effectifs		
	Nombre	%	Evolution	Nombre	%	Evolution
Industrie	1 775	11,0%	-1,9%	53 119	31,7%	-1,0%
Construction	2 672	16,6%	-2,2%	19 847	11,8%	-0,6%
Tertiaire	11 582	71,8%	-0,7%	94 623	56,4%	4,5%
TOTAL	**16 127**	**100,0%**	**-4,8%**	**167 807**	**100,0%**	**2,1%**

En 2010, l'industrie et la construction continuent de détruire des emplois mais à un rythme moins soutenu qu'en 2009. Le tertiaire obtient d'excellents résultats qui permettent de compenser ces pertes en volume et l'affichage d'une croissance totale de l'emploi de 2,1% sur le département.

L'industrie qui, jusqu'en 2008, maintenait son volume de postes d'emploi salarié entre 55 000 et 60 000 unités, a réduit très fortement ses effectifs depuis deux ans. Après la suppression de près de 3 150 postes en 2009, ce sont encore plus de 500 emplois qui ont disparu en 2010, soit une baisse relative de -1% de l'emploi dans l'industrie vendéenne. De nombreuses activités manufacturières y participent : l'industrie de l'habillement (-161), de meubles (-101), la fabrication de produits métalliques (-124) ou bien encore la fabrication mécanique (-256). Cependant, les pertes observées dans ces secteurs ne doivent pas occulter les créations nettes d'emploi d'un des secteurs phare du département. Les effectifs des industries alimentaires, qui emploient plus de 15 800 salariés ont progressé de 1,9% par rapport à 2009 (+292 postes). La production de biens alimentaires est un des secteurs industriels dont les effets de crise sont limités par les besoins et la nécessité incompressible de s'alimenter.

Evolution annuelle des effectifs salariés par secteur



Loin de ses rythmes de croissance de l'emploi des années 2006 (+7,8%), 2007 (+4,7%) et à un niveau moindre en 2008 (+1,2%), **la construction,** pour la deuxième année consécutive, a été contrainte de réduire ses effectifs. Ce sont 110 postes qui ont disparu, soit une baisse de 0,6%. Les pertes sont concentrées dans le secteur du génie civil (-5% ; -96 postes) et dans les travaux de constructions spécialisées (-0,2% ; -32 postes), alors que les effectifs dans la construction de bâtiment ont légèrement progressé (+1,2% ; 17 postes).

Le secteur **tertiaire** affiche une croissance élevée de 4,5%. Excepté les activités immobilières dont la situation de l'emploi continue de se dégrader (-2,8%) mais à un rythme moins soutenu qu'en 2009 ou encore les activités de services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager (-138 postes ; -5,8%), les grands secteurs des activités tertiaires ont créé des emplois au cours de l'année 2010. Le redémarrage de l'intérim est en partie responsable des bons résultats obtenus. Les effectifs des établissements intérimaires ont augmenté de 39,8%, créant ainsi 2 641 emplois en un an. Le commerce qui avait perdu plus de 370 emplois en 2009, a largement compensé ses pertes en affichant une croissance de 2,7% des effectifs (+791 emplois). La croissance de l'emploi est particulièrement marquée dans les secteurs du transport terrestre (+212 postes), l'hébergement (+100 postes), les activités juridiques et comptables (+142 postes), les activités sportives, récréatives et de loisirs (+123 postes).

Le sud du département encore fragile

Sur les cinq bassins qui constituent le département, seul celui de Fontenay-le-Comte affiche une évolution globale de l'emploi encore négative en 2010. La situation selon les bassins est contrastée. Les bassins de la Roche-sur-Yon et des Sables d'Olonne obtiennent des résultats de croissance supérieurs à la moyenne départementale (respectivement +3,6% et 2,7%) alors que les bassins de Challans (+2%) et des Herbiers (+1%) se situent à un niveau de croissance en deçà du département (+2,1%). Seul, le bassin de Fontenay le Comte se démarque avec une évolution négative de l'emploi en 2010, mais proche de la stabilité (-0,1%). Cet affichage global masque cependant de grandes disparités dans les bassins selon les secteurs d'activités qui constituent le marché de l'emploi de ces zones géographiques.

Avec 57 200 postes d'emploi salarié recensés au 31 décembre 2010, **le bassin de la Roche-sur-Yon** concentre un tiers des effectifs du département. L'industrie participe encore à hauteur de 27% à l'emploi du bassin. La tertiairisation de ce bassin urbain continue de se renforcer et les destructions des emplois dans les établissements industriels accélèrent le phénomène. En 2010, l'industrie à encore perdu 1,6% de ses effectifs (-250 postes), résultats très proches des pertes de 2009 (-1,5%). Le secteur de fabrication d'équipements électriques et de machines et équipements a supprimé 125 emplois, l'industrie de l'habillement 67 postes et la fabrication de produits métalliques 40 postes. Les effectifs dans la construction de bateaux de plaisance ont diminué de 40 postes. La construction affiche une progression de 1,4% des effectifs malgré la perte de 50 postes dans le génie civil, largement compensée par les créations de 134 postes dans les établissements de travaux de construction spécialisés. Les créations d'emploi dans le tertiaire sont particulièrement élevées : + 2 146 postes (+6,4%). Ce résultat est principalement alimenté par l'augmentation du nombre de salariés des établissements de travail temporaire (+1 486 emplois, +68,5%). Les effectifs des établissements du secteur de l'information et de la communication affichent une progression relative de 20% grâce à la création de 69 postes dans l'année. Le commerce, qui avait détruit 280 emplois en 2009, affiche une croissance de 2,8% de ses effectifs annihilant les pertes de l'année passée.

Répartition des établissements et effectifs par bassin d'emploi

Bassin	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
					Absolue	relative	Absolue	relative
LES HERBIERS	3 081	47 892	3 061	48 428	-20	-0,6%	536	1,1%
LA ROCHE SUR YON	4 956	55 221	4 941	57 200	-15	-0,3%	1 979	3,6%
FONTENAY LE COMTE	2 304	21 263	2 276	21 246	-28	-1,2%	-17	-0,1%
LES SABLES D'OLONNE	3 323	21 909	3 223	22 495	-100	-3,0%	586	2,7%
CHALLANS	2 658	18 083	2 626	18 438	-32	-1,2%	355	2,0%
Total	**16 322**	**164 368**	**16 127**	**167 807**	**-195**	**-1,2%**	**3 439**	**2,1%**

Le bassin d'emploi des Herbiers est le bassin le plus industriel du département : 43,5% de ses emplois se concentrent dans ce domaine d'activité. Après une perte de près de 1 300 postes en 2009, soit une baisse de 5,7%, la situation de l'emploi industriel en 2010 montre une dégradation beaucoup plus modérée (-0,4%) même si certains secteurs de l'industrie affichent des résultats négatifs. Un constat particulièrement observable dans la fabrication de produits métalliques (-94 postes), fabrication de meubles (-80 postes), l'industrie de l'habillement (-69 postes) et l'industrie du cuir et de la chaussure (-53 postes). Les industries alimentaires continuent de se développer et ont créé 249 postes dans l'année. L'emploi dans le tertiaire se dynamise par la création de près de 670 emplois (+3,1%), dont les deux tiers dans l'emploi intérimaire (420 postes). Le commerce (+1,3%), la santé et action sociale et administration publique (+2,3%) contribuent à cette croissance.

Le bassin des Sables d'Olonne, par son orientation touristique, présente la plus forte concentration du département en emploi dans le tertiaire : 63,8%. L'emploi dans ce secteur se développe en 2010 (+4,6%) profitant notamment de la bonne tenue de l'emploi dans le commerce (+ 169 emplois, +3,5%) et surtout de l'intérim (+222 emplois,+97,7%). L'industrie, qui emploie 22% des actifs du bassin, a pratiquement stabilisé ses effectifs au niveau de ceux de l'année dernière (-0,38%). La construction, dont les effectifs avaient diminué de plus de 4% en 2009, a pratiquement réussi à maintenir ses emplois.

Le bassin d'emploi de Challans occupe 10% de l'emploi salarié du département. Les emplois sur le bassin affichent une progression de 2% par rapport à 2009, et ce sont 355 postes qui ont été créés au cours de l'année. C'est le seul bassin du département qui obtient une évolution positive de l'emploi dans l'industrie (+0,2%). Les baisses de 1,9% des emplois dans l'industrie alimentaire ont été compensées pour partie par les créations de postes dans les établissements de fabrication de matériels de transports. La construction affiche un bilan très négatif de son emploi (-136 postes, -5%), dégradation plus

marquée qu'en 2009 (-1,2%). C'est l'emploi dans le tertiaire qui permet d'afficher des résultats de croissance aussi positifs. Comme sur l'ensemble du département et de la région, c'est grâce au développement de l'emploi dans les entreprises de travail temporaires (+348 postes ; +57,8%) que les résultats de l'emploi sont aussi bien orientés. Exception faite de la santé (-41 postes) et l'enseignement (-61 postes), les autres secteurs participent à cette croissance mais à un niveau moindre.

Le bassin de Fontenay-le-Comte, qui avait enregistré en 2009 une perte de près de 700 emplois, affiche encore une baisse de ses effectifs en 2010 (-0,1%). C'est dans l'industrie qu'on observe les plus fortes baisses (-150 emplois ; -2,1%) et plus particulièrement dans la fabrication d'engrenages et d'organes mécaniques et de transmissions (-120 postes). L'évolution de l'emploi salarié est également encore négatif dans la construction (-0,5%) avec des baisses d'effectifs dans le génie civil (-10 postes) et les travaux de construction spécialisés (-13 postes). Les résultats positifs dans le tertiaire viennent compenser en partie, en volume (+143 postes, +1,3%), les pertes observées. Le bilan reste cependant contrasté selon les activités. Les créations d'emplois sont marquées dans le commerce (+4,5%,181 postes), l'hébergement et restauration (+6,6%, +42 postes), alors que les effectifs des activités des services financiers affichent une baisse de 120 postes (-21,5%).

85

Répartition des établissements et effectifs par department

Département	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
					Absolue	Relative	Absolue	Relative
44. Loire-Atlantique	31 470	363 585	31 285	370 387	-185	-0,6%	6 802	1,9%
49. Maine-et-Loire	17 957	197 191	17 767	200 341	-190	-1,1%	3 150	1,6%
53. Mayenne	6 723	76 058	6 575	75 692	-148	-2,2%	-366	-0,5%
72. Sarthe	11 694	141 282	11 536	142 110	-158	-1,4%	828	0,6%
85. Vendée	16 322	164 368	16 127	167 807	-195	-1,2%	3 439	2,1%
Total	**84 166**	**942 484**	**83 290**	**956 337**	**-876**	**-1,0%**	**13 853**	**1,5%**

Répartition des établissements et effectifs par année

Année	ETAB.	EFFECTIFS	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
			Absolue	Relative	Absolue	Relative
1997	26 544	272 158	438	1,7%	8 824	3,4%
1998	26 915	282 344	371	1,4%	10 186	3,7%
1999	27 673	295 575	758	2,8%	13 231	4,7%
2000	28 579	313 696	906	3,3%	18 121	6,1%
2001	29 032	322 995	453	1,6%	9 299	3,0%
2002	29 046	329 894	14	0,0%	6 899	2,1%
2003	29 133	330 266	87	0,3%	372	0,1%
2004	29 530	333 762	397	1,4%	3 496	1,1%
2005	29 674	341 534	144	0,5%	7 772	2,3%
2006	30 267	351 143	593	2,0%	9 609	2,8%
2007	31 397	363 948	1 130	3,7%	12 805	3,6%
2008	31 903	369 529	506	1,6%	5 581	1,5%
2009	31 470	363 585	-433	-1,4%	-5 944	-1,6%
2010	**31 285**	**370 387**	**-185**	**-0,6%**	**6 802**	**1,9%**

Répartition des établissements et effectifs par activité (NAF A4 et NAF A17)

NAF		INTITULES	ETAB. 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
A4	A17					Absolue	relative	Absolue	relative
1	A	**Agriculture, sylviculture et pêche**	**153**	**144**	**432**	**-9**	**-5,9%**	**-38**	**-8,1%**
2		**Industrie**	**8 735**	**8 593**	**234 851**	**-142**	**-1,6%**	**-3 996**	**-1,7%**
	C1	Fabrication d'aliments, de boissons et produits à base de tabac	2 698	2 641	54 010	-57	-2,1%	-59	-0,1%
	C2	Cokéfaction et raffinage	10	11	1 038	1	10,0%	3	0,3%
	C3	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques & machines	692	682	33 510	-10	-1,4%	-1 272	-3,7%
	C4	Fabrication de matériels de transport	241	231	25 677	-10	-4,1%	-969	-3,6%
	C5	Fabrication autres produits industriels	4 561	4 478	110 750	-83	-1,8%	-1 937	-1,7%
	DE	Extraction d'énergie, eau, gestion des déchets & dépolution	533	550	9 866	17	3,2%	238	2,5%
3	F	**Construction**	**11 584**	**11 445**	**96 971**	**-139**	**-1,2%**	**-326**	**-0,3%**
4		**Tertiaire**	**63 686**	**63 095**	**624 039**	**-591**	**-0,9%**	**18 186**	**3,0%**
	GZ	Commerce, réparation automobile & motocycle	18 735	18 617	166 838	-118	-0,6%	1 452	0,9%
	HZ	Transports et entreposage	2 045	2 013	47 502	-32	-1,6%	607	1,3%
	IZ	Hébergement et restauration	7 057	7 071	36 775	14	0,2%	344	0,9%
	JZ	Information et communication	1 272	1 287	21 623	15	1,2%	634	3,0%
	KZ	Activités financières et d'assurance	3 949	3 948	37 000	-1	0,0%	-176	-0,5%
	LZ	Activités immobilières	1 904	1 808	7 775	-96	-5,0%	-157	-2,0%
	MN	Activités spécialisées, scientifiques & techinques, services administratifs et de soutien	10 859	10 711	150 719	-148	-1,4%	12 515	9,1%
	OQ	Administration publique, enseignement, santé & action sociale	8 307	8 169	113 812	-138	-1,7%	1 874	1,7%
	RU	Autres activités de services	9 558	9 471	41 995	-87	-0,9%	1 093	2,7%
5	Z	Activité inconnue	8	13	44	*NS*	*NS*	*NS*	*NS*
TOTAL			**84 166**	**83 290**	**956 337**	**-876**	**-1,0%**	**13 853**	**1,5%**

Répartition des établissements et effectifs par bassin

Bassin	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS Absolue	VAR. ETABLISSEMENTS relative	VAR. EFFECTIFS Absolue	VAR. EFFECTIFS relative
CHATEAUBRIANT	1 171	10 556	1 180	10 976	9	0,8% ↗	420	4,0% ↗
NANTES	18 138	234 469	18 051	239 914	-87	-0,5% ↘	5 445	2,3% ↗
ANCENIS	1 247	14 693	1 270	14 370	23	1,8% ↗	-323	-2,2% ↘
LA BAULE	2 557	15 471	2 502	15 467	-55	-2,2% ↘	-4	0,0% ↘
CLISSON	1 334	13 791	1 328	13 872	-6	-0,4% ↘	81	0,6% ↗
PORNIC	2 591	20 786	2 574	21 075	-17	-0,7% ↘	289	1,4% ↗
SAINT NAZAIRE	3 457	45 602	3 386	46 486	-71	-2,1% ↘	884	1,9% ↗
BLAIN	854	6 925	874	6 899	20	2,3% ↗	-26	-0,4% ↘
Total	**31 470**	**363 585**	**31 285**	**370 387**	**-185**	**-0,6% ↘**	**6 802**	**1,9% ↗**

Répartition des établissements et effectifs par année

Année	ETAB.	EFFECTIFS	VAR. ETABLISSEMENTS Absolue	VAR. ETABLISSEMENTS Relative	VAR. EFFECTIFS Absolue	VAR. EFFECTIFS Relative
1997	26 544	272 158	438	1,7% ↗	8 824	3,4% ↗
1998	26 915	282 344	371	1,4% ↗	10 186	3,7% ↗
1999	27 673	295 575	758	2,8% ↗	13 231	4,7% ↗
2000	28 579	313 696	906	3,3% ↗	18 121	6,1% ↗
2001	29 032	322 995	453	1,6% ↗	9 299	3,0% ↗
2002	29 046	329 894	14	0,0% ↗	6 899	2,1% ↗
2003	29 133	330 266	87	0,3% ↗	372	0,1% ↗
2004	29 530	333 762	397	1,4% ↗	3 496	1,1% ↗
2005	29 674	341 534	144	0,5% ↗	7 772	2,3% ↗
2006	30 267	351 143	593	2,0% ↗	9 609	2,8% ↗
2007	31 397	363 948	1 130	3,7% ↗	12 805	3,6% ↗
2008	31 903	369 529	506	1,6% ↗	5 581	1,5% ↗
2009	31 470	363 585	-433	-1,4% ↘	-5 944	-1,6% ↘
2010	**31 285**	**370 387**	**-185**	**-0,6% ↘**	**6 802**	**1,9% ↗**

Répartition des établissements et effectifs par activité (NAF A4 et NAF A17)

NAF A4	NAF A17	INTITULES	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS Absolue	VAR. ETABLISSEMENTS Relative	VAR. EFFECTIFS Absolue	VAR. EFFECTIFS Relative
1	A	**Agriculture, sylviculture et pêche**	**23**	**75**	**23**	**69**	**0**	**0,0% →**	**-6**	**-8,0% ↘**
2		**Industrie**	**2 745**	**66 629**	**2 720**	**64 921**	**-25**	**-0,9% ↘**	**-1 708**	**-2,6% ↘**
	C1	Fabrication d'aliments, de boissons et produits à base de tabac	832	11 224	817	11 135	-15	-1,8% ↘	-89	-0,8% ↘
	C2	Cokéfaction et raffinage	4	804	5	797	1	25,0% ↗	-7	-0,9% ↘
	C3	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques & machines	233	9 084	231	8 636	-2	-0,9% ↘	-448	-4,9% ↘
	C4	Fabrication de matériels de transport	72	10 474	64	9 982	-8	-11,1% ↘	-492	-4,7% ↘
	C5	Fabrication autres produits industriels	1 427	31 169	1 415	30 440	-12	-0,8% ↘	-729	-2,3% ↘
	DE	Extraction d'énergie, eau, gestion des déchets & dépolution	177	3 874	188	3 931	11	6,2% ↗	57	1,5% ↗
3	F	**Construction**	**3 843**	**35 202**	**3 868**	**35 586**	**25**	**0,7% ↗**	**384**	**1,1% ↗**
4		**Tertiaire**	**24 854**	**261 667**	**24 666**	**269 785**	**-188**	**-0,8% ↘**	**8 118**	**3,1% ↗**
	GZ	Commerce, réparation automobile & motocycle	7 030	65 385	6 913	66 067	-117	-1,7% ↘	682	1,0% ↗
	HZ	Transports et entreposage	783	20 304	763	20 084	-20	-2,6% ↘	-220	-1,1% ↘
	IZ	Hébergement et restauration	2 805	15 529	2 794	15 612	-11	-0,4% ↘	83	0,5% ↗
	JZ	Information et communication	732	15 701	756	16 218	24	3,3% ↗	517	3,3% ↗
	KZ	Activités financières et d'assurance	1 602	16 490	1 623	16 541	21	1,3% ↗	51	0,3% ↗
	LZ	Activités immobilières	842	3 685	807	3 550	-35	-4,2% ↘	-135	-3,7% ↘
	MN	Activités spécialisées, scientifiques & techinques, services administratifs et de soutien	4 563	62 473	4 591	68 357	28	0,6% ↗	5 884	9,4% ↗
	OQ	Administration publique, enseignement, santé & action sociale	2 986	44 967	2 951	45 873	-35	-1,2% ↘	906	2,0% ↗
	RU	Autres activités de services	3 511	17 133	3 468	17 483	-43	-1,2% ↘	350	2,0% ↗
5	Z	Activité inconnue	5	12	8	26	*NS*	*NS*	*NS*	*NS*
TOTAL			**31 470**	**363 585**	**31 285**	**370 387**	**-185**	**-0,6% ↘**	**6 802**	**1,9% ↗**

Répartition des établissements et effectifs par bassin

Bassin	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
					Absolue	relative	Absolue	relative
CHOLET	3 412	43 863	3 416	44 799	4	0,1%	936	2,1%
SAUMUR	2 986	25 496	2 942	26 118	-44	-1,5%	622	2,4%
ANGERS	9 084	101 310	8 993	102 754	-91	-1,0%	1 444	1,4%
SEGRE	1 102	11 693	1 079	11 940	-23	-2,1%	247	2,1%
BEAUPREAU	1 373	14 829	1 337	14 730	-36	-2,6%	-99	-0,7%
Total	17 957	197 191	17 767	200 341	-190	-1,1%	3 150	1,6%

Répartition des établissements et effectifs par année

Année	ETAB.	EFFECTIFS	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
			Absolue	Relative	Absolue	Relative
1997	16 690	172 372	177	1,1%	3 611	2,1%
1998	16 864	176 102	174	1,0%	3 730	2,2%
1999	17 239	183 225	375	2,2%	7 123	4,0%
2000	17 395	190 752	156	0,9%	7 527	4,1%
2001	17 604	193 947	209	1,2%	3 195	1,7%
2002	17 280	193 665	-324	-1,8%	-282	-0,1%
2003	17 382	193 542	102	0,6%	-123	-0,1%
2004	17 519	194 259	137	0,8%	717	0,4%
2005	17 500	194 367	-19	-0,1%	108	0,1%
2006	17 737	197 655	237	1,4%	3 288	1,7%
2007	18 278	201 856	541	3,1%	4 201	2,1%
2008	18 401	201 241	123	0,7%	-615	-0,3%
2009	17 957	197 191	-444	-2,4%	-4 050	-2,0%
2010	17 767	200 341	-190	-1,1%	3 150	1,6%

Répartition des établissements et effectifs par activité (NAF A4 et NAF A17)

NAF		INTITULES	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
A4	A17						Absolue	Relative	Absolue	Relative
1	A	**Agriculture, sylviculture et pêche**	**9**	**85**	**13**	**111**	**4**	**44,4%**	**26**	**30,6%**
2		**Industrie**	**2 047**	**51 721**	**2 005**	**51 182**	**-42**	**-2,1%**	**-539**	**-1,0%**
	C1	Fabrication d'aliments, de boissons et produits à base de tabac	579	10 524	554	10 373	-25	-4,3%	-151	-1,4%
	C2	Cokéfaction et raffinage	3	202	3	209	0	0,0%	7	3,5%
	C3	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques & machines	170	8 540	168	8 433	-2	-1,2%	-107	-1,3%
	C4	Fabrication de matériels de transport	47	3 241	43	3 158	-4	-8,5%	-83	-2,6%
	C5	Fabrication autres produits industriels	1 117	26 903	1 106	26 652	-11	-1,0%	-251	-0,9%
	DE	Extraction d'énergie, eau, gestion des déchets & dépolution	131	2 311	131	2 357	0	0,0%	46	2,0%
3	F	**Construction**	**2 448**	**20 671**	**2 408**	**20 516**	**-40**	**-1,6%**	**-155**	**-0,7%**
4		**Tertiaire**	**13 453**	**124 714**	**13 341**	**128 532**	**-112**	**-0,8%**	**3 818**	**3,1%**
	GZ	Commerce, réparation automobile & motocycle	4 041	34 302	4 027	34 459	-14	-0,3%	157	0,5%
	HZ	Transports et entreposage	423	8 194	429	8 685	6	1,4%	491	6,0%
	IZ	Hébergement et restauration	1 334	6 902	1 355	6 938	21	1,6%	36	0,5%
	JZ	Information et communication	212	2 308	205	2 254	-7	-3,3%	-54	-2,3%
	KZ	Activités financières et d'assurance	771	6 163	734	6 087	-37	-4,8%	-76	-1,2%
	LZ	Activités immobilières	345	1 732	325	1 735	-20	-5,8%	3	0,2%
	MN	Activités spécialisées, scientifiques & techinques, services administratifs et de soutien	2 207	27 298	2 164	30 026	-43	-1,9%	2 728	10,0%
	OQ	Administration publique, enseignement, santé & action sociale	1 970	28 420	1 952	28 648	-18	-0,9%	228	0,8%
	RU	Autres activités de services	2 150	9 395	2 150	9 700	0	0,0%	305	3,2%
5	Z	Activité inconnue					*NS*	*NS*	*NS*	*NS*
TOTAL			17 957	197 191	17 767	200 341	-190	-1,1%	3 150	1,6%

Répartition des établissements et effectifs par bassin

Bassin	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
					Absolue	relative	Absolue	relative
CHÂTEAU GONTIER	1 100	11 351	1 052	11 465	-48	-4,4%	114	1,0%
LAVAL	3 833	46 799	3 758	46 461	-75	-2,0%	-338	-0,7%
MAYENNE	1 790	17 908	1 765	17 766	-25	-1,4%	-142	-0,8%
Total	**6 723**	**76 058**	**6 575**	**75 692**	**-148**	**-2,2%**	**-366**	**-0,5%**

Répartition des établissements et effectifs par année

Année	ETAB.	EFFECTIFS	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
			Absolue	Relative	Absolue	Relative
1997	6 296	67 765	36	0,6%	1 839	2,8%
1998	6 435	69 489	139	2,2%	1 724	2,5%
1999	6 549	72 237	114	1,8%	2 748	4,0%
2000	6 601	75 946	52	0,8%	3 709	5,1%
2001	6 641	76 314	40	0,6%	368	0,5%
2002	6 531	76 301	-110	-1,7%	-13	0,0%
2003	6 675	76 094	144	2,2%	-207	-0,3%
2004	6 632	74 581	-43	-0,6%	-1 513	-2,0%
2005	6 623	74 565	-9	-0,1%	-16	0,0%
2006	6 698	75 735	75	1,1%	1 170	1,6%
2007	6 814	76 944	116	1,7%	1 209	1,6%
2008	6 872	76 195	58	0,9%	-749	-1,0%
2009	6 723	76 058	-149	-2,2%	-137	-0,2%
2010	**6 575**	**75 692**	**-148**	**-2,2%**	**-366**	**-0,5%**

Répartition des établissements et effectifs par activité (NAF A4 et NAF A17)

NAF A4	NAF A17	INTITULES	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. Absolue	VAR. Relative	VAR. EFFECTIFS Absolue	VAR. EFFECTIFS Relative
1	A	**Agriculture, sylviculture et pêche**	**5**	**41**	**3**	**3**	**-2**	**-40,0%**	**-38**	**-92,7%**
2		**Industrie**	**832**	**25 748**	**824**	**25 530**	**-8**	**-1,0%**	**-218**	**-0,8%**
2	C1	Fabrication d'aliments, de boissons et produits à base de tabac	257	6 630	257	6 673	0	0,0%	43	0,6%
2	C2	Cokéfaction et raffinage								
2	C3	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques & machines	60	3 989	61	4 018	1	1,7%	29	0,7%
2	C4	Fabrication de matériels de transport	23	1 306	25	1 290	2	8,7%	-16	-1,2%
2	C5	Fabrication autres produits industriels	442	13 029	430	12 680	-12	-2,7%	-349	-2,7%
2	DE	Extraction d'énergie, eau, gestion des déchets & dépolution	50	794	51	869	1	2,0%	75	9,4%
3	F	**Construction**	**1 036**	**8 141**	**1 002**	**7 924**	**-34**	**-3,3%**	**-217**	**-2,7%**
4		**Tertiaire**	**4 849**	**42 127**	**4 745**	**42 229**	**-104**	**-2,1%**	**102**	**0,2%**
4	GZ	Commerce, réparation automobile & motocycle	1 539	12 437	1 514	12 210	-25	-1,6%	-227	-1,8%
4	HZ	Transports et entreposage	190	4 063	186	4 114	-4	-2,1%	51	1,3%
4	IZ	Hébergement et restauration	462	2 262	460	2 244	-2	-0,4%	-18	-0,8%
4	JZ	Information et communication	58	637	63	683	5	8,6%	46	7,2%
4	KZ	Activités financières et d'assurance	302	2 587	303	2 488	1	0,3%	-99	-3,8%
4	LZ	Activités immobilières	95	454	89	432	-6	-6,3%	-22	-4,8%
4	MN	Activités spécialisées, scientifiques & techinques, services administratifs et de soutien	780	9 626	732	10 187	-48	-6,2%	561	5,8%
4	OQ	Administration publique, enseignement, santé & action sociale	692	7 685	666	7 478	-26	-3,8%	-207	-2,7%
4	RU	Autres activités de services	731	2 376	732	2 393	1	0,1%	17	0,7%
5	Z	Activité inconnue	1	1	1	6	*NS*	*NS*	*NS*	*NS*
TOTAL			**6 723**	**76 058**	**6 575**	**75 692**	**-148**	**-2,2%**	**-366**	**-0,5%**

ANNEXE STATISTIQUE - SARTHE

Répartition des établissements et effectifs par bassin

Bassin	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
					Absolue	relative	Absolue	relative
LE MANS	7 300	90 605	7 209	90 230	-91	-1,2% ↘	-375	-0,4% ↘
MAMERS	865	8 231	837	8 115	-28	-3,2% ↘	-116	-1,4% ↘
LA FERTE BERNARD	1 083	14 652	1 059	15 169	-24	-2,2% ↘	517	3,5% ↗
SABLE SUR SARTHE	922	14 310	907	14 901	-15	-1,6% ↘	591	4,1% ↗
LA FLECHE	1 524	13 484	1 524	13 695	0	0,0% →	211	1,6% ↗
Total	**11 694**	**141 282**	**11 536**	**142 110**	**-158**	**-1,4% ↘**	**828**	**0,6% ↗**

Répartition des établissements et effectifs par année

Année	ETAB.	EFFECTIFS	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
			Absolue	relative	Absolue	relative
1997	11 218	125 288	145	1,3% ↗	3 164	2,6% ↗
1998	11 264	128 234	46	0,4% ↗	2 946	2,4% ↗
1999	11 345	132 572	81	0,7% ↗	4 338	3,4% ↗
2000	11 486	139 058	141	1,2% ↗	6 486	4,9% ↗
2001	11 544	139 887	58	0,5% ↗	829	0,6% ↗
2002	11 500	141 225	-44	-0,4% ↘	1 338	1,0% ↗
2003	11 474	142 361	-26	-0,2% ↘	1 136	0,8% ↗
2004	11 444	141 137	-30	-0,3% ↘	-1 224	-0,9% ↘
2005	11 372	141 213	-72	-0,6% ↘	76	0,1% ↗
2006	11 564	140 916	192	1,7% ↗	-297	-0,2% ↘
2007	11 872	144 206	308	2,7% ↗	3 290	2,3% ↗
2008	11 863	142 003	-9	-0,1% ↘	-2 203	-1,5% ↘
2009	11 694	141 282	-169	-1,4% ↘	-721	-0,5% ↘
2010	**11 536**	**142 110**	**-158**	**-1,4% ↘**	**828**	**0,6% ↗**

Répartition des établissements et effectifs par activité (NAF A4 et NAF A17)

NAF A4	NAF A17	INTITULES	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. Absolue	VAR. Relative	VAR. EFFECTIFS Absolue	VAR. EFFECTIFS Relative
1	A	**Agriculture, sylviculture et pêche**	**5**	**29**	**10**	**41**	**5**	**100,0% ↗**	**12**	**41,4% ↗**
		Industrie	**1 301**	**41 114**	**1 269**	**40 099**	**-32**	**-2,5% ↘**	**-1 015**	**-2,5% ↘**
2	C1	Fabrication d'aliments, de boissons et produits à base de tabac	443	10 082	431	9 940	-12	-2,7% ↘	-142	-1,4% ↘
	C2	Cokéfaction et raffinage	2	25	2	28	0	0,0% →	3	12,0% ↗
	C3	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques & machines	117	6 875	113	6 475	-4	-3,4% ↘	-400	-5,8% ↘
	C4	Fabrication de matériels de transport	30	5 939	31	5 586	1	3,3% ↗	-353	-5,9% ↘
	C5	Fabrication autres produits industriels	637	16 962	621	16 813	-16	-2,5% ↘	-149	-0,9% ↘
	DE	Extraction d'énergie, eau, gestion des déchets & dépolution	72	1 231	71	1 257	-1	-1,4% ↘	26	2,1% ↗
3	F	**Construction**	**1 525**	**13 325**	**1 495**	**13 098**	**-30**	**-2,0% ↘**	**-227**	**-1,7% ↘**
		Tertiaire	**8 862**	**86 812**	**8 761**	**88 870**	**-101**	**-1,1% ↘**	**2 058**	**2,4% ↗**
4	GZ	Commerce, réparation automobile & motocycle	2 661	24 098	2 648	24 147	-13	-0,5% ↘	49	0,2% ↗
	HZ	Transports et entreposage	298	6 410	292	6 597	-6	-2,0% ↘	187	2,9% ↗
	IZ	Hébergement et restauration	1 003	5 263	992	5 370	-11	-1,1% ↘	107	2,0% ↗
	JZ	Information et communication	133	1 350	133	1 429	0	0,0% →	79	5,9% ↗
	KZ	Activités financières et d'assurance	555	7 799	560	7 745	5	0,9% ↗	-54	-0,7% ↘
	LZ	Activités immobilières	218	835	200	866	-18	-8,3% ↘	31	3,7% ↗
	MN	Activités spécialisées, scientifiques & techinques, services administratifs et de soutien	1 443	19 927	1 426	20 664	-17	-1,2% ↘	737	3,7% ↗
	OQ	Administration publique, enseignement, santé & action sociale	1 170	15 398	1 159	16 175	-11	-0,9% ↘	777	5,0% ↗
	RU	Autres activités de services	1 381	5 732	1 351	5 877	-30	-2,2% ↘	145	2,5% ↗
5	Z	Activité inconnue	1	2	1	2	*NS*	*NS*	*NS*	*NS*
TOTAL			**11 694**	**141 282**	**11 536**	**142 110**	**-158**	**-1,4% ↘**	**828**	**0,6% ↗**

Répartition des établissements et effectifs par bassin

Bassin	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
					Absolue	relative	Absolue	relative
LES HERBIERS	3 081	47 892	3 061	48 428	-20	-0,6%	536	1,1%
LA ROCHE SUR YON	4 956	55 221	4 941	57 200	-15	-0,3%	1 979	3,6%
FONTENAY LE COMTE	2 304	21 263	2 276	21 246	-28	-1,2%	-17	-0,1%
LES SABLES D'OLONNE	3 323	21 909	3 223	22 495	-100	-3,0%	586	2,7%
CHALLANS	2 658	18 083	2 626	18 438	-32	-1,2%	355	2,0%
Total	**16 322**	**164 368**	**16 127**	**167 807**	**-195**	**-1,2%**	**3 439**	**2,1%**

Répartition des établissements et effectifs par année

Année	ETAB.	EFFECTIFS	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
			Absolue	relative	Absolue	relative
1997	14 105	123 607	128	0,9%	4 527	3,8%
1998	14 279	129 787	174	1,2%	6 180	5,0%
1999	14 731	137 355	452	3,2%	7 568	5,8%
2000	14 985	143 829	254	1,7%	6 474	4,7%
2001	15 159	149 658	174	1,2%	5 829	4,1%
2002	15 202	153 697	43	0,3%	4 039	2,7%
2003	15 289	154 949	87	0,6%	1 252	0,8%
2004	15 447	156 343	158	1,0%	1 394	0,9%
2005	15 439	159 471	-8	-0,1%	3 128	2,0%
2006	15 730	163 573	291	1,9%	4 102	2,6%
2007	16 244	169 453	514	3,3%	5 880	3,6%
2008	16 539	168 132	295	1,8%	-1 321	-0,8%
2009	16 322	164 368	-217	-1,3%	-3 764	-2,2%
2010	**16 127**	**167 807**	**-195**	**-1,2%**	**3 439**	**2,1%**

Répartition des établissements et effectifs par activité (NAF A4 et NAF A17)

NAF		INTITULES	ETAB. 2009	EFFECTIFS 2009	ETAB. 2010	EFFECTIFS 2010	VAR. ETABLISSEMENTS		VAR. EFFECTIFS	
A4	A17						Absolue	Relative	Absolue	Relative
1	**A**	**Agriculture, sylviculture et pêche**	**111**	**240**	**95**	**208**	**-16**	**-14,4%**	**-32**	**-13,3%**
2		**Industrie**	**1 810**	**53 635**	**1 775**	**53 119**	**-35**	**-1,9%**	**-516**	**-1,0%**
	C1	Fabrication d'aliments, de boissons et produits à base de tabac	587	15 609	582	15 889	-5	-0,9%	280	1,8%
	C2	Cokéfaction et raffinage	1	4	1	4	0	0,0%	0	0,0%
	C3	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques & machines	112	6 294	109	5 948	-3	-2,7%	-346	-5,5%
	C4	Fabrication de matériels de transport	69	5 686	68	5 661	-1	-1,4%	-25	-0,4%
	C5	Fabrication autres produits industriels	938	24 624	906	24 165	-32	-3,4%	-459	-1,9%
	DE	Extraction d'énergie, eau, gestion des déchets & dépolution	103	1 418	109	1 452	6	5,8%	34	2,4%
3	**F**	**Construction**	**2 732**	**19 958**	**2 672**	**19 847**	**-60**	**-2,2%**	**-111**	**-0,6%**
4		**Tertiaire**	**11 668**	**90 533**	**11 582**	**94 623**	**-86**	**-0,7%**	**4 090**	**4,5%**
	GZ	Commerce, réparation automobile & motocycle	3 464	29 164	3 515	29 955	51	1,5%	791	2,7%
	HZ	Transports et entreposage	351	7 924	343	8 022	-8	-2,3%	98	1,2%
	IZ	Hébergement et restauration	1 453	6 475	1 470	6 611	17	1,2%	136	2,1%
	JZ	Information et communication	137	993	130	1 039	-7	-5,1%	46	4,6%
	KZ	Activités financières et d'assurance	719	4 137	728	4 139	9	1,3%	2	0,0%
	LZ	Activités immobilières	404	1 226	387	1 192	-17	-4,2%	-34	-2,8%
	MN	Activités spécialisées, scientifiques & techinques, services administratifs et de soutien	1 866	18 880	1 798	21 485	-68	-3,6%	2 605	13,8%
	OQ	Administration publique, enseignement, santé & action sociale	1 489	15 468	1 441	15 638	-48	-3,2%	170	1,1%
	RU	Autres activités de services	1 785	6 266	1 770	6 542	-15	-0,8%	276	4,4%
5	Z	Activité inconnue	1	2	3	10	*NS*	*NS*	*NS*	*NS*
TOTAL			**16 322**	**164 368**	**16 127**	**167 807**	**-195**	**-1,2%**	**3 439**	**2,1%**

Pôle emploi Pays de la Loire
1 rue de la Cale Crucy - 44179 Nantes Cedex 4
www.pole-emploi.fr

Cette publication est la propriété de Pôle emploi Pays de la Loire.
La mention de la source, à savoir Pôle emploi Pays de la Loire,
doit être impérativement portée sur toute publication.

Nouveau !

Retrouvez toutes les publications
et analyses statistiques de
Pôle emploi Pays de la Loire sur
www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr

Directeur de publication : Gwenaël PROUTEAU
Directeur de la rédaction : Hervé BONNET
Rédaction : Service Statistiques, Etudes, Evaluation
Hervé BONNET - Didier MARTIN
Contact : statspdl@pole-emploi.fr

Pôle emploi Pays de la Loire - Novembre 2011

pôle emploi